

La guerre de Corée et son impact sur les États-Unis Un regard analytique 50 ans plus tard

Bernard Lemelin

Volume 34, Number 3, 2003

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/038664ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/038664ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lemelin, B. (2003). La guerre de Corée et son impact sur les États-Unis : un regard analytique 50 ans plus tard. *Études internationales*, 34(3), 429–458. <https://doi.org/10.7202/038664ar>

Article abstract

July 2003 has marked the 50th anniversary of the end of the Korean War (1950-1953) ; a conflict depicted, among other things, as « the turning point of the Cold War ». Taking the lives of more than three million people (including 33,000 Americans), this episode carried momentous consequences for the United States which, it must be noted, provided approximately half of ground troops sent by the United Nations. The basic objective of this article, which is based on various sources, is to examine the social, cultural, economical and political effects of this war on the American nation. Although the Korean conflict generated in its wake non negligible repercussions on the social, cultural and economical life, it appears, however, that it was in the political arena that its impact was the most significant and far-reaching.

La guerre de Corée et son impact sur les États-Unis Un regard analytique 50 ans plus tard

Bernard LEMELIN*

RÉSUMÉ : Juillet 2003 a marqué le 50^e anniversaire de la fin de la guerre de Corée (1950-1953), un conflit qui est désigné notamment comme « le point tournant de la guerre froide ». Faisant plus de trois millions de victimes (dont 33 000 Américains), cet épisode a eu des conséquences on ne peut plus importantes pour les États-Unis qui, faut-il le préciser, ont contribué environ pour la moitié de la force onusienne dépêchée sur le terrain. Faire le point sur l'impact socioculturel, économique et politique de ladite guerre sur la nation américaine, tel est l'objectif fondamental de cet article qui repose sur des sources diversifiées. Si le conflit coréen entraîne dans son sillage des retombées non négligeables sur la vie socioculturelle et économique, il ressort toutefois que c'est dans le domaine politique que ses effets s'avèrent certes les plus percutants et durables.

ABSTRACT : July 2003 has marked the 50th anniversary of the end of the Korean War (1950-1953); a conflict depicted, among other things, as « the turning point of the Cold War ». Taking the lives of more than three million people (including 33,000 Americans), this episode carried momentous consequences for the United States which, it must be noted, provided approximately half of ground troops sent by the United Nations. The basic objective of this article, which is based on various sources, is to examine the social, cultural, economical and political effects of this war on the American nation. Although the Korean conflict generated in its wake non negligible repercussions on the social, cultural and economical life, it appears, however, that it was in the political arena that its impact was the most significant and far-reaching.

Juillet 2003 a marqué le 50^e anniversaire de la fin de la guerre de Corée (1950-53), un conflit connu sous une myriade d'appellations : « la plus importante guerre à survenir entre l'Occident et le monde communiste¹ », « le point tournant de la guerre froide² », « une guerre mondiale en miniature³ », « un

* Professeur agrégé au Département d'histoire de l'Université Laval, Québec. Pour leurs commentaires judicieux sur la version initiale de ce texte, présenté dans le cadre du congrès annuel de la Société historique du Canada (Université Laval, mai 2001), je tiens à remercier le politologue Louis Balthazar et l'historien Éric Marquis. Les remarques constructives des évaluateurs anonymes de la revue ont aussi été vivement appréciées, tout comme l'aide apportée par Isabelle Poulin, Alexandra Harvey, Donald Kellough et Hugo Cantin.

1. Jon HALLIDAY et Bruce CUMINGS, *Korea. The Unknown War*, New York, Viking, 1988, p. 10. D'élaborer à cet égard les historiens Halliday et Cumings : « [La guerre de Corée] a permis à 16 armées provenant des cinq continents, déployées sous le commandement des États-Unis et le drapeau onusien, de se battre contre deux armées, à savoir celles de la Corée du Nord et de la Chine. Cette guerre apporta à la Corée destruction, dévastation et tragédie. Il y eut des millions de morts et des millions de familles séparées », *loc. cit.*
2. David McCULLOUGH, *Truman*, New York, Simon & Schuster, 1992, p. 919.
3. Richard WHELAN, *Drawing the Line. The Korean War, 1950-1953*, Boston, Little, Brown and Company, 1990, p. xvi.

succédané de Troisième Guerre mondiale⁴ », « la guerre oubliée de la nation américaine⁵ », « la guerre de monsieur Truman⁶ », « la première guerre non déclarée des États-Unis⁷ », « le pari le plus désastreux de Staline en temps de guerre froide⁸ », pour ne nommer que celles-là. Or, ce conflit, déclenché inopinément à la suite de l'invasion de la Corée du Sud par 75 000 soldats nord-

-
4. William STUECK, *The Korean War. An International History*, Princeton, Princeton University Press, 1995, p. 3.
 5. William L. O'NEILL, *American High. The Years of Confidence, 1945-1960*, New York, Free Press, 1986, p. 110. Au sujet de cette étiquette de « guerre oubliée » si souvent accolée par les Américains au conflit coréen, Clay Blair affirme ceci à la fin des années 1980 : « Il n'existe aucun monument à Washington en l'honneur de ceux qui y ont laissé leur vie. Pour les quelques générations nées depuis, la 'guerre de Corée' apparaît comme une simple phrase dans les manuels d'histoire », Clay BLAIR, *The Forgotten War. America in Korea, 1950-1953*, New York, Times Books, 1987, p. ix. Fort heureusement, la situation a changé quelque peu ces dernières années si l'on en juge par le nombre croissant d'ouvrages consacrés exclusivement à l'épisode coréen et l'inauguration, en 1995, d'un « Korean War Memorial » dans la capitale américaine. Quant aux causes de « l'oubli », nul doute que la conclusion plus ou moins fructueuse dudit conflit explique largement cet état de fait. À cet égard, Joseph Goulden déclare sans détour que « la guerre de Corée fut, pour les États-Unis, le premier conflit à se solder par une conclusion non victorieuse », Joseph C. GOULDEN, *Korea. The Untold Story of the War*, New York, Times Books, 1982, p. xv. Si les États-Unis n'ont pu profiter de cette guerre coûteuse pour « libérer » la Corée du Nord, il n'en demeure pas moins qu'ils auront réussi à rencontrer leur objectif politique initial : la préservation de la Corée du Sud du communisme.
 6. Thomas G. PATERSON, J. Garry CLIFFORD et Kenneth J. HAGAN, *American Foreign Policy. A History/ Since 1900*, Lexington, DC Heath and Company, 1983, p. 473. Cette désignation provient essentiellement du fait que le président américain Harry Truman, relativement à sa décision d'engager sa nation dans le conflit coréen, n'a pas vraiment cherché à obtenir l'appui du Congrès : « [Truman] a simplement informé les membres les plus influents du Congrès des choix qu'il a faits en tant que commandant en chef, en recourant à un argument particulièrement tranchant : 'Nous devons arrêter [l']URSS dès maintenant'. Ce fut une guerre menée par le pouvoir exécutif », *loc. cit.* Incidemment, des journaux tels le Chicago Tribune et le Washington Times-Herald ne manquent pas de vilipender le chef de l'Exécutif pour son attitude (« Undeclared War », *Chicago Tribune*, 28 juin, 1950, p. 18 ; « War by Executive Decree », *Chicago Tribune*, 29 juin 1950, p. 12 ; « Undeclared War », *Washington Times-Herald*, 28 juin 1950, p. 18). De son côté, la revue libérale *The Nation* rappelle à la même époque aux détracteurs du Président démocrate que l'histoire des États-Unis est « riche » de plus d'une centaine de cas où des forces terrestres ont été déployées sans l'aval du Congrès, à commencer par l'expédition de Thomas Jefferson contre les pirates barbaresques en 1802, Burton I. KAUFMAN, *The Korean War. Challenges in Crisis, Credibility, and Command*, New York, Alfred A. Knopf, 1986, p. 127.
 7. Paul G. PIERPAOLI, Jr., *Truman and Korea. The Political Culture of the Early Cold War*, Columbia, University of Missouri Press, 1999, p. 2.
 8. Warren I. COHEN, « The Cambridge History of American Foreign Relations », vol. IV, *America in the Age of Soviet Power, 1945-1991*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 66. L'historien Richard Whelan abonde dans le même sens : « L'invasion de la Corée s'avéra l'une des plus graves erreurs des Soviétiques. D'une part, les craintes d'invasions communistes subséquentes, intensifiées par cette attaque, ont servi de catalyseur au processus même qui avait dérangé Staline ; la guerre de Corée, en clair, a solidifié la coalition anticommuniste à l'échelle internationale. D'autre part, l'aide militaire que l'URSS, pressée par les circonstances, a dû fournir à la Chine communiste a grandement contribué à faire de cette dernière une puissance militaire importante, et ce, au grand dam des Soviétiques qui, dès le milieu des années 1950, ont vu leur leadership au sein du mouvement communiste international contesté par des Chinois de plus en plus puissants et indépendants », R. WHELAN, *op. cit.*, pp. xv-xvi).

coréens⁹ et qui a fait plus de trois millions de victimes (dont approximativement 33 000 Américains¹⁰), a eu des conséquences majeures pour les principaux belligérants¹¹, à commencer par les États-Unis qui, faut-il le préciser, ont contribué environ pour la moitié de la force onusienne dépêchée sur le terrain. En fait, l'épisode coréen, par ses multiples retombées, apparaît certes comme l'un des événements centraux de l'histoire américaine au xx^e siècle. Faire le point sur l'impact socioculturel, économique et politique de la guerre de Corée sur les États-Unis, tel est l'objectif fondamental de cet article qui repose sur des sources diversifiées (monographies d'historiens, travaux de politologues, thèses de doctorat, sondages Gallup, archives de membres du Congrès, magazines tels *Newsweek* et *US News & World Report*, etc.). Dans le contexte actuel, où la péninsule coréenne, théoriquement toujours en guerre¹², continue de défrayer régulièrement

-
9. Rappelons que la péninsule coréenne, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, avait été divisée au 38^e parallèle par les Soviétiques et les Américains. Deux gouvernements coréens devaient dès lors voir le jour, l'un d'obédience communiste au nord mené par Kim Il Sung, l'autre aligné sur les États-Unis au sud et dirigé par Syngman Rhee. Ces deux gouvernements prétendaient représenter l'ensemble d'un pays dont ils souhaitaient faire l'unité.
10. Joseph Goulden fait précisément état de 33 629 Américains tués au combat. À cela s'ajoutent 103 284 blessés et environ 5 000 prisonniers et disparus, J. GOULDEN, *op. cit.*, p. 646). En plus des milliers de morts au combat, il faut préciser par ailleurs qu'un peu plus de 20 000 militaires américains décèdent des suites de maladie, du froid ou d'accidents divers, R. WHELAN, *op. cit.*, p. 373).
11. Pour un aperçu des conséquences de cette guerre sur la Corée et des nations comme la Chine et l'URSS, voir entre autres l'étude de William Stueck mentionnée ci-haut.
12. Qu'il suffise de rappeler que le conflit coréen s'est achevé par un armistice, et non un traité de paix. Un tel armistice, prévoyant *grosso modo* un retour au *statu quo ante bellum*, est néanmoins accueilli très favorablement par John Foster Dulles, le secrétaire d'État américain de l'époque. « Pour la première fois de l'Histoire..., une organisation internationale s'était dressée devant un agresseur et avait opposé la force à la force » de dire alors Dulles dans « Armistice Stops the Fighting ; Diplomats Must End the War », *Newsweek*, 3 août 1953, pp. 15-16.

les manchettes¹³, nous estimons qu'une telle réflexion commémorative a pleinement sa place. Elle nous paraît d'autant plus appropriée que les travaux et publications en français relatifs à « la guerre de monsieur Truman » n'abondent pas. À vrai dire, nous n'avons répertorié, pour la période antérieure à l'année 2000, que deux monographies consacrées à cet épisode : celle de l'historien américain Robert Leckie intitulée *La guerre de Corée* (traduction de 1963), de même que *Corée 1950 : Paroxysme de la guerre froide* (1982) du politologue français Claude Delmas. Encore faut-il préciser que ces ouvrages, en mettant surtout l'accent sur les origines et le déroulement du conflit coréen, n'accordent pas une place significative à la question des répercussions proprement dites sur la nation américaine¹⁴. Même son de cloche pour le livre récent de Patrick Souty, intitulé *La guerre de Corée, 1950-1953 : Guerre froide en Asie orientale* (2002), où l'auteur, avant tout un spécialiste de l'Asie orientale, ne fait qu'effleurer certaines conséquences militaro-diplomatiques dudit conflit sur les États-Unis¹⁵. L'analyse systématique des retombées de la guerre de Corée sur la nation américaine, en somme, semble avoir été négligée par les chercheurs francophones.

13. Sur les tensions de l'hiver 2003 générées en partie par le lancement de la Corée du Nord d'un missile sol-mer au large de sa côte est, de même que l'interception, par des chasseurs nord-coréens, d'un avion de reconnaissance américain au-dessus de la mer du Japon, le lecteur peut consulter « North Korea Fires Antiship Missile In Test Launch », *New York Times*, 10 mars 2003, p. A14 et « North Korea MIG's Intercept us Jet on Spying Mission », *New York Times*, 4 mars 2003, p. A1. Concernant la crise de décembre 2002 provoquée par la reprise du programme nucléaire de Pyongyang, voir notamment « North Korea Begins to Reopen Plant for Processing Plutonium », *New York Times*, 24 décembre 2002, p. A1, de même que « North Korea To Expel UN Inspectors », *Washington Post*, 28 décembre 2002, p. A1 ; sur l'affaire des missiles nord-coréens vendus au Yémen à la même époque, le lecteur peut entre autres consulter « Scud Missiles Found on Ship of North Korea », *New York Times*, 11 décembre 2002, p. A1 et « Spain, us Seize N. Korean Missiles », *Washington Post*, 11 décembre 2002, p. A1 ; sur la réouverture symbolique de la zone démilitarisée séparant les deux Corées, voir entre autres « 2 Koreas Celebrate Decision to Reconnect a Railway », *New York Times*, 19 septembre 2002, p. A10 ; sur la montée des sentiments anti-américains en Corée du Sud à la suite de l'acquiescement de deux G's ayant écrasé sous les chenilles de leur blindé deux collégiennes coréennes, voir « Korean Mob Briefly Detains us Soldier After Subway Fight », *New York Times*, 16 septembre 2002, p. A9 ; sur le grave incident naval de juin 2002 entre les deux Corées, voir « North and South Korea Trade Charges Over Naval Clash », *New York Times*, 30 juin 2002, p.12 ; sur la révélation du massacre de No Gun Ri de juillet 1950, voir « Army Confirms G's in Korea Killed Civilians », *New York Times*, 12 janvier 2001, p. A1 ; sur la visite historique de Madeleine Albright d'octobre 2000 en Corée du Nord, voir « Albright Greeted with a Fanfare by North Korea », *New York Times*, 24 octobre 2000, p. A1.
14. Leckie, à titre d'exemple, s'intéresse surtout aux conséquences de la guerre de Corée sur le résultat de l'élection présidentielle de 1952 et encore faut-il mentionner qu'il aborde le tout de façon sommaire, Robert LECKIE, *La guerre de Corée*, Paris, Robert Laffont, 1963, pp. 428-429. Pour ce qui est de Delmas, celui-ci évoque brièvement en conclusion que quelques-uns des effets diplomatiques et militaires du conflit coréen sur la nation américaine, Claude DELMAS, *Corée 1950. Paroxysme de la guerre froide*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1982, pp. 158, 161-164 et évacue pour ainsi dire la question de l'impact socioculturel et économique.
15. Patrick SOUTY, *La guerre de Corée, 1950-1953. Guerre froide en Asie orientale*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2002, pp. 178-183. Il est en de même pour l'historien Yves-Henri Nouailhat dans sa synthèse récente portant sur la politique étrangère américaine au xx^e siècle, Yves-Henri NOUAILHAT, *Les États-Unis et le monde au xx^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1997, pp. 179-187.

Cet article s'articule autour d'un plan thématique qui comprend essentiellement trois parties. La première porte sur les conséquences socioculturelles de l'épisode coréen, alors que la seconde traite de ses effets économiques. La dernière partie, de loin la plus importante, se penche sur les retombées politiques (politique intérieure et extérieure) de ce conflit que Claude Delmas qualifie sans ambages de « première guerre limitée de l'âge nucléaire¹⁶ ».

I – Les conséquences socioculturelles

C'est dans le domaine socioculturel, selon toute vraisemblance, que les effets de l'épisode coréen apparaissent les plus difficiles à mesurer et sans doute les moins percutants. À vrai dire, les conséquences sociales dudit conflit, par exemple, se comparent difficilement avec celles générées par l'expérience de la Seconde Guerre mondiale. De dire l'historien Alonzo Hamby à cet égard : « La portée locale de la guerre de Corée offre un contraste saisissant avec la mobilisation générale, la volonté de sacrifice et le sentiment d'unité nationale suscités par le second conflit mondial. La Corée n'a qu'assez peu touché à la vie des Américains en général et ne semble pas avoir entraîné de changements sociaux fondamentaux¹⁷. » Ainsi, il est pour le moins révélateur que l'index des ouvrages-clés de William Chafe (*The American Woman. Her Changing Social, Economic, and Political Roles, 1920-1970*, 1974) et Sara Evans (*Born for Liberty. A History of Women in America*, 1989) portant sur l'histoire des femmes aux États-Unis ne fasse aucune mention de la guerre de Corée et de son impact sur la vie des Américaines. Or, les références à la Deuxième Guerre mondiale, on le devine, ne manquent pas dans ces synthèses incontournables pour quiconque s'intéresse à l'histoire des femmes chez nos voisins du sud. Il faut dire que ledit événement n'a rien de banal à en croire Chafe : « En vertu de nombreux critères, [la Deuxième Guerre mondiale] s'est avérée un point tournant dans la vie des femmes au travail. C'est

16. C. DELMAS, *op. cit.*, p. 165. Pour l'historien David Rees, la définition la plus juste et la plus complète de la notion de « guerre limitée » se trouve dans la monographie d'Henry Kissinger intitulée *Nuclear Weapons and Foreign Policy* (1957). Kissinger y écrit notamment ceci : « Une guerre limitée... est menée pour répondre à des objectifs politiques spécifiques qui, par leur existence même, tendent à établir une relation entre la force employée et le but à atteindre. Elle reflète une tentative de déstabilisation de l'adversaire, plutôt qu'un effort visant à l'annihiler, ...un désir d'atteindre des buts précis et non une destruction totale », David REES, *Korea. The Limited War*, Baltimore, Penguin Books, 1970, p. xvi. Ceci dit, le caractère « limité » de la guerre de Corée, préconisé avant tout par Washington afin de ne pas aliéner ses alliés européens et d'éviter une conflagration générale, s'exprime de plusieurs façons : « Les hostilités ont été confinées à un territoire bien délimité. L'île de Formose, située tout près, a été 'neutralisée' et le territoire au nord du fleuve Yalou a été déclaré zone interdite... Les forces armées du gouvernement nationaliste chinois... n'ont pas été admises au sein de la force multinationale. Qui plus est, il y a eu des restrictions imposées quant aux armes permises, aux cibles à atteindre et aux types d'opérations supplémentaires à effectuer. Ainsi, les armes de destruction massive ne furent pas utilisées », Alvin J. COTTRELL et James E. DOUGHERTY, « The Lessons of Korea. War and the Power of Man », dans Allen GUTTMANN (dir.), *Korea. Cold War and Limited War*, Lexington, DC, Heath and Company, 1972, p. 163.

17. Francis H. HELLER (dir.), *The Korean War. A 25-Year Perspective*, Lawrence, Regents Press of Kansas, 1977, p. 169.

principalement en raison de cette guerre que des millions de femmes ont fait leur entrée sur le marché du travail pour la première fois, éliminant ainsi d'importants obstacles à la venue des épouses sur le marché du travail¹⁸. »

Ceci dit, il serait erroné d'en inférer que l'univers social de la nation américaine n'a pas été modifié, altéré un tant soit peu par la « guerre oubliée ». Après tout, il apparaît clair que cette dernière favorise une certaine émigration coréenne. Un spécialiste de la question, en fait, évalue à environ 8 000 le nombre de Coréens, principalement des réfugiés, des épouses de guerre et des orphelins, qui entrent aux États-Unis durant la période 1952-1960¹⁹. Il ressort en outre que le conflit coréen, dont la conclusion en 1953 provoque assez peu de jubilations²⁰, entraîne des modifications non négligeables dans la vie quotidienne de nombreux Américains. Parmi eux figurent les jeunes, bien sûr, qui sont promptement sollicités pour s'enrôler dans l'armée de terre des États-Unis dont les effectifs atteignent à peine 596 000 hommes au commencement du conflit coréen, résultat des coupures draconiennes opérées par le secrétaire à la Défense d'alors, Louis Johnson. C'est ainsi que le Congrès, dès la fin juin 1950, se prononce quasi unanimement en faveur d'une mesure qui confère notamment au chef de l'Exécutif le pouvoir de faire appel, avec leur consentement ou non, à des membres ou des unités entières de la Garde Nationale. Les résultats tangibles ne tardent pas à poindre : « Bien qu'ils n'aient pas ordonné aux jeunes hommes de s'enrôler pendant près d'un an et demi, les 3 700 bureaux locaux de recrutement ont continué d'inscrire des hommes âgés entre dix-huit et vingt-cinq ans sur leurs listes. Ainsi, le 10 juillet [1950], lorsque le département de la Défense a mobilisé 20 000 hommes (nombre augmenté plus tard à 50 000), ceux-ci étaient prêts à passer à l'action. Le 30 septembre, les bureaux de conscription avaient atteint leur objectif de 50 000 hommes. Ils en ajoutèrent 50 000 en octobre, et 70 000 en novembre²¹ ». Devant la persistance de la guerre, d'autres mesures viennent subséquentement se greffer à cette loi du Congrès afin de renflouer le corps d'infanterie, et ce, avec toutes les conséquences qu'on puisse imaginer sur le destin de jeunes Américains (interruption des études, possibilité de blessures graves au front, etc.). Parmi celles-ci figure le « Universal Military Training and Service Act » de juin 1951 allongeant entre autres la durée du service militaire des conscrits²². Au total, près

18. William H. CHAFE, *The American Woman. Her Changing Social, Economic, and Political Roles, 1920-1970*, New York, Oxford University Press, 1974, p. 183.

19. Hyung-Chan KIM, « Koreans », dans Stephen THERNSTROM (dir.), *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 1980, p. 601.

20. De rapporter à cet égard le magazine *Newsweek* : « L'annonce de l'armistice ne fut pas accueillie par des débordements de joie. Dans les demeures des soldats partis au front, la nouvelle fut célébrée dans l'intimité. Toutefois, à Times Square, à New York, la dépêche passa presque inaperçue. Le centre-ville de Washington était calme et seulement une poignée de gens se réunirent en silence devant la Maison-Blanche. Parmi les membres du Congrès, la réaction fut mitigée », « Armistice Stops the Fighting ; Diplomats Must End the War », *Newsweek*, 3 août 1953, p. 16.

21. John E. WILTZ, « The Korean War and American Society », dans F.H. HELLER (dir.), *op. cit.*, pp. 116-117. Fait à signaler, les jeunes fréquentant des établissements d'éducation supérieure (collèges et universités) peuvent échapper, à tout le moins durant la phase initiale de la guerre de Corée, aux appels de la plupart des bureaux de recrutement, *ibid.*, p. 117.

22. *Ibid.*, pp. 134-136.

d'un million et demi de jeunes Américains, dans la foulée de la guerre de Corée et des mesures d'enrôlement qui en résultent, voient une interruption momentanée de leurs études ou de leur vie professionnelle²³.

Surtout, la guerre de Corée, en stimulant la peur des « rouges » à l'échelle internationale²⁴, contribue à attiser l'hystérie anticommuniste qui prévaut déjà dans la société américaine depuis quelques années. Des sondages Gallup menés auprès de la population américaine à cette époque sont assez révélateurs à cet égard. Il est intéressant de noter, à titre d'exemple, que l'insidieux problème de « l'infiltration communiste au sein de la nation » passe du cinquième rang des principales préoccupations des sondés au deuxième entre le début juin 1950 et la mi-novembre 1952²⁵. Sans l'épisode coréen, il est donc plausible de penser que le maccarthysme aurait perdu considérablement de son intensité et que les célèbres époux Rosenberg n'auraient peut-être pas été exécutés en 1953²⁶. Toujours est-il que cette hantise des communistes, aux répercussions politiques multiples (nous y reviendrons plus loin), se traduit inévitablement par des conséquences pernicieuses pour quantité d'Américains : certains, notamment ceux affichant des vues jugées « trop libérales » et œuvrant dans des secteurs névralgiques (employés du gouvernement fédéral, professeurs d'université, etc.), sont vite congédiés et voient du même coup leur carrière détruite²⁷. On estime à environ 25 000 le nombre d'Américains qui perdent leur emploi dans un tel climat d'intolérance alimenté par la guerre de Corée²⁸.

Néanmoins, « la guerre de monsieur Truman » a également d'heureuses répercussions pour quelques groupes, ce qui, à n'en point douter, aide à comprendre l'assertion de l'historien John Wiltz selon laquelle ce conflit, au demeurant, ne représente pas vraiment un intermède traumatisant pour l'ensemble de la population américaine²⁹. C'est particulièrement le cas de la communauté afro-américaine qui, à la faveur d'une conjoncture économique plutôt favorable

23. « Korean War. What us Reaps », *us News & World Report*, 7 août 1953, p. 17. Cette interruption est alors d'une durée minimale de deux ans, *loc. cit.*

24. Pour maints Américains, il apparaît clair en juin 1950 que les Nord-Coréens, loin d'agir de leur propre initiative, se comportent comme les « valets » de Moscou..., Melvyn P. LEFFLER, *A Preponderance of Power. National Security, the Truman Administration, and the Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 1992, pp. 376-377.

25. George H. GALLUP, *The Gallup Poll. Public Opinion, 1935-1971*, vol. 2 : 1949-1958, New York, Random House, 1972, pp. 922, 1108. Fait à signaler, en mars 1954, soit quelques mois après la fin de la guerre de Corée, le problème de « l'infiltration communiste au sein de la nation » figure toujours au deuxième rang des questions les plus préoccupantes pour l'opinion publique américaine, devançant même le chômage et le coût élevé de la vie, *ibid.*, p. 1225.

26. S'adressant à Julius et Ethel Rosenberg, arrêtés peu de temps après le début de la guerre de Corée, le juge impliqué dans cette affaire justifie notamment leur condamnation en ces termes : « Je vous tiens responsable, par vos agissements, de l'attaque communiste en Corée, au cours de laquelle plus de 50 000 Américains ont perdu la vie », J. HALLIDAY et B. CUMINGS, *op. cit.*, p. 204.

27. Rosemary FOOT, *The Wrong War. American Policy and the Dimensions of the Korean Conflict, 1950-1953*, Ithaca, Cornell University Press, 1985, p. 246. Pour d'autres manifestations d'anticommunisme aux États-Unis à l'époque de la guerre de Corée, voir J. WILTZ, *op. cit.*, p. 122.

28. J. HALLIDAY et B. CUMINGS, *op. cit.*, p. 204.

29. J. WILTZ, *op. cit.*, p. 156.

(sur laquelle nous reviendrons dans notre prochaine section), connaît une amélioration notable de la condition de plusieurs de ses membres. Le nombre de chômeurs noirs, en effet, est nettement à la baisse durant ces années et maints travailleurs afro-américains, malgré qu'ils soient souvent en butte aux préjugés raciaux, obtiennent des gains salariaux non négligeables : « En 1947, les salaires des hommes noirs représentaient en moyenne 54 % de ceux des hommes blancs, mais en 1951, ce pourcentage s'établissait désormais à 64 %³⁰. » On peut aussi affirmer sans se tromper que le conflit coréen contribue largement à compléter le travail de déségrégation des forces armées américaines réclamé par le président Truman à partir de 1948. Il est d'ailleurs établi, à l'automne 1953, que pas moins de 95 % des soldats noirs servent dorénavant dans des régiments intégrés (*integrated units*³¹). Qui plus est, les prouesses et la bravoure de certains combattants noirs en Corée ont des effets on ne peut plus bénéfiques selon Wiltz : « De telles actions d'éclat eurent pour effet de renforcer le sentiment de fierté et de valoriser les Noirs américains en plus d'amener bien des Blancs, en particulier les jeunes soldats qui ont combattu aux côtés des Afro-Américains, à remettre en question de vieux préjugés sur la soi-disant couardise et l'inefficacité des Noirs au combat. Par conséquent, la guerre de Corée a contribué, de manière appréciable, bien que difficilement mesurable, au changement graduel des mentalités des Américains en matière de ségrégation raciale³². »

Par ailleurs, si le conflit coréen ne paraît pas chambouler le sort des Américaines, tout porte à croire que celui-ci permet la consolidation de gains obtenus pendant la Deuxième Guerre mondiale. De dire par exemple William Chafe à ce sujet : « La caractéristique la plus marquante des années 1950 est l'entrée continue des femmes sur le marché du travail et l'expansion de leur sphère d'activités. Durant les années qui suivirent la fin de la guerre, le rythme auquel les femmes accédèrent au marché du travail s'est accéléré au lieu de ralentir. En 1960, il y avait deux fois plus de femmes sur le marché du travail qu'en 1940, et 40 % des femmes âgées de plus de 16 ans avaient un emploi³³. » Dans sa récente monographie sur l'épisode coréen, Paul Pierpaoli Jr. rapporte que ce conflit offre également l'opportunité aux femmes de jouer un rôle-clé dans l'effort de mobilisation entrepris dès juin 1950. Or, celles-ci sauront admirablement relever le défi, plusieurs d'entre elles siégeant sur des comités consultatifs de

30. William H. HARRIS et Linda REED, « Black Americans », dans Richard S. KIRKENDALL (dir.), *The Harry S. Truman Encyclopedia*, Boston, G.K. Hall & Co., 1989, p. 32.

31. William E. PEMBERTON, *Harry S. Truman. Fair Dealer and Cold Warrior*, Boston, Twayne Publishers, 1989, p. 147 ; Gary W. REICHARD, *Politics as Usual. The Age of Truman and Eisenhower*, Arlington Heights, Harlan Davidson, 1988, pp. 48-49.

32. J. WILTZ, *op. cit.*, p. 157.

33. W. CHAFE, *op. cit.*, p. 218.

consommateurs (*consumer advisory committees*) à l'échelle locale, régionale et fédérale³⁴.

S'il apparaît clair, en définitive, que la guerre de Corée a laissé son empreinte sur la société américaine³⁵, il convient de souligner en terminant qu'elle a aussi marqué de son estampille la culture populaire. Bien que difficiles à quantifier, ses effets sont perceptibles à plusieurs niveaux. Qu'il suffise de mentionner que la littérature, le cinéma, la télévision ne manquent pas d'être influencés, chacun à leur façon, par des facettes de ce conflit. Dans le domaine de la littérature, les romanciers Pat Frank et James Michener, respectivement dans leur livre *Hold Back the Night* (1952) et *The Bridges at Toko-Ri* (1953), traitent de divers aspects reliés à ce « point tournant de la guerre froide³⁶ ». Même chose pour le monde du cinéma comme en fait foi le seul film « Prisoner of War » (1953) qui met en vedette l'acteur Ronald Reagan jouant le rôle d'un agent cherchant à démasquer un traître américain parmi un groupe de prisonniers de guerre³⁷. Toutefois, l'exemple le plus probant de l'imprégnation de l'épisode coréen au sein de la culture populaire demeure sans contredit la célèbre série télévisée *M*A*S*H*³⁸. Diffusée sans interruption de 1972 à 1983, celle-ci, s'inspirant des romans des années 1960 de l'auteur Richard Hooker et d'un populaire film du même nom présenté en 1970, met notamment en relief le cynisme et la désillusion prévalant au sein d'une unité médicale de l'armée américaine servant en Corée, et ce, pour la période s'étalant du printemps 1951 à l'été 1953³⁹. Fait digne de mention, *M*A*S*H*, considéré comme la série médicale la plus populaire de tous les temps⁴⁰, suscitera un vif engouement pour son épisode final diffusé en février 1983 : pas

34. P. PIERPAOLI JR., *op. cit.*, pp. 130-131. L'auteur précise toutefois que cette participation massive des femmes à l'effort de mobilisation contribue dans une certaine mesure à renforcer des stéréotypes : « En formant des comités consultatifs pour les consommateurs à l'échelle locale, 'comités' formés presque exclusivement de femmes, le gouvernement, du même coup, reconnaissait l'apport grandissant des femmes aux institutions du pays tout en mettant en valeur leur rôle traditionnel de consommatrices, d'épouses et de mères », *ibid.*, p. 205.

35. J. WILTZ, *op. cit.*, p. 157.

36. Lisle A. ROSE, *The Cold War Comes to Main Street. America in 1950*, Lawrence, University Press of Kansas, 1999, pp. 290, 323-324, 364. Incidemment, Michener (1907-1997), « l'un des plus prolifiques romanciers américains et l'un des plus grands philanthropes du XX^e siècle », Joan GAJADHAR, « Michener, James », dans Tom PENDERGAST et Sara PENDERGAST (dir.), *St. James Encyclopedia of Popular Culture*, vol. 3, Farmington Hills, St. James Press, 2000, p. 351, a assuré la couverture de la guerre de Corée pour le compte de *Reader's Digest*, J. GOULDEN, *op. cit.*, p. 337.

37. J. HALLIDAY et B. CUMINGS, *op. cit.*, p. 207. Fait à signaler, ce même Reagan, au cours d'une conférence de presse en 1984, ne manquera pas de déplorer l'attitude défensive et la retenue excessive du gouvernement américain lors de la guerre de Corée, *ibid.*, p. 202.

38. Pour « Mobile Army Surgical Hospital », E.D. HIRSCH JR., Joseph F. KETT et James TREFIL, *The Dictionary of Cultural Literacy*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1988, p. 173.

39. Anne Hudson JONES, « Medicine and the Physician », dans M. Thomas INGE (dir.), *Handbook of American Popular Culture*, vol. 2, Westport, Greenwood Press, 1989, pp. 723, 725-726 ; J. HALLIDAY et B. CUMINGS, *op. cit.*, pp. 204, 206 ; W. O'NEILL, *op. cit.*, p. 128.

40. A. HUDSON JONES, *op. cit.*, p. 726.

moins de 50 millions de téléspectateurs seront alors rivés à leur petit écran pour le regarder⁴¹.

Ceci dit, l'économie américaine n'échappe pas non plus aux retombées de la guerre de Corée.

II – Les conséquences économiques

Au chapitre des effets économiques de la guerre de Corée sur la nation américaine, force est d'admettre que le bilan s'avère tout aussi mitigé : les éléments positifs côtoient les aspects négatifs. En ce qui a trait à ces derniers, relevons d'une part que l'épisode coréen, qui a coûté pas moins de 20 milliards de dollars au Trésor américain⁴², entraîne une dégradation des finances publiques. Accroissement des déficits budgétaires⁴³ et de la dette nationale, telles sont les principales manifestations de cette situation aiguillonnée en bonne partie par une hausse vertigineuse des dépenses militaires (dont nous reparlerons dans la prochaine section). Cette détérioration des finances publiques, qui se traduit entre autres par une volonté du gouvernement fédéral de majorer les impôts des particuliers⁴⁴, constitue certes l'une des conséquences économiques les plus nocives et durables de la guerre de Corée. À ce sujet, le constat que tire l'historien Pierpaoli est pour le moins éloquent : « La guerre de Corée marqua le début de l'ère de l'acceptation des budgets non équilibrés, et cette tendance progressa rapidement après les années 1950. Ainsi, les déficits devinrent de plus en plus acceptables, le phénomène de l'endettement à long terme commença véritablement à apparaître, et les programmes fédéraux de toutes sortes se multiplièrent malgré la fréquente absence de revenus adéquats pour assurer leur fonctionnement.

41. Cela constitua alors un record mondial pour une série télévisée, Douglas COOKE, « M*A*S*H* », dans T. PENDERGAST et S. PENDERGAST (dir.), *op. cit.*, p. 295.

42. R. WHELAN, *op. cit.*, p. 373.

43. Dans sa thèse de doctorat non publiée de 1958, l'économiste Nicolas Girod rapporte que les dépenses du budget fédéral des États-Unis, pour l'année financière 1951-1952, sont évaluées à \$ 71 millions, soit 76 % de plus que pour l'année antérieure à l'affaire coréenne. Pour les années 1950, 1952 et 1953, le même auteur fait état de déficits budgétaires atteignant respectivement 3,1, 4,0 et 5,9 milliards de dollars, Nicolas GIROD, « Les effets du réarmement sur l'équilibre économique national. L'influence de la Guerre de Corée sur les économies des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de la Suisse », thèse de doctorat, Université de Fribourg, 1958, pp. 60-61. La diminution des dépenses gouvernementales qui coïncide avec la fin du conflit coréen a notamment pour effet de provoquer, dès l'été 1953, une récession s'étalant jusqu'au milieu de l'année 1954, Robert A. DIVINE, *Since 1945 : Politics and Diplomacy in Recent American History*, New York, Alfred A. Knopf, 1985, pp. 60-61.

44. Alonzo L. HAMBY, *Man of the People. A Life of Harry S. Truman*, New York, Oxford University Press, 1995, p. 549. Une première majoration des impôts des particuliers survient au début octobre 1950 avec l'entrée en vigueur du « Revenue Act of 1950 ». Cette mesure est suivie de quelques autres, dont l'une en octobre 1951. Fait à signaler, le Congrès s'oppose par après à la plupart des nouvelles demandes de Truman visant à hausser les impôts, tant et si bien que les déficits, comme nous venons de l'évoquer, sont loin d'être éponges pour les années fiscales 1952 et 1953, Robert M. COLLINS, « Fiscal and Monetary Policies », dans R. KIRKENDALL (dir.), *op. cit.*, p. 131. Il n'en demeure pas moins que les impôts individuels passent de 23 365 millions de dollars en 1951 à 33 551 en 1953, N. GIROD, *op. cit.*, p. 63.

Depuis le conflit coréen, les revenus de l'État fédéral sont généralement demeurés inférieurs aux dépenses ; la dette fédérale a crû de façon spectaculaire, passant de 257 billions de dollars en 1950 à 3,2 trillions de dollars en 1990, soit une augmentation de 84 %, en dollars constants⁴⁵. »

D'autre part, outre une hausse marquée des importations liée notamment aux besoins accrus de matières premières⁴⁶, la montée des prix s'avère une autre conséquence inéluctable du conflit coréen. « Le déclenchement des hostilités en juin 1950 a ramené à l'avant-scène le problème de l'inflation⁴⁷ » affirme d'ailleurs sans détour l'historien Robert Collins. Au cours des six premiers mois de l'épisode coréen, en fait, l'indice des prix à la consommation aux États-Unis augmente *grosso modo* à un taux annuel de 10 %, connaissant même une escalade plus marquée pour la plupart des denrées essentielles⁴⁸. Au total, les analystes s'entendent pour dire à l'été 1953 que le coût de la vie aux États-Unis s'est accru de 12,5 % depuis le début des hostilités⁴⁹. Quant aux causes de cette inflation, plus prononcée au début de la guerre qu'à la fin, il faut invoquer des facteurs comme la hausse des dépenses militaires⁵⁰ et surtout cette crainte d'une pléthore d'Américains de revivre les privations, les rationnements propres aux années de la Seconde Guerre mondiale : « Craignant une nouvelle période de pénuries, les Américains se livrèrent à une véritable orgie de consommation à la suite de la décision du président Truman d'intervenir [en Corée]. Le sucre, entre autres, était très en demande et les ventes ont crû de manière exponentielle partout à travers le pays. À Plainfield, au New Jersey, les clients d'une seule épicerie ont acheté six tonnes de sucre en quatre heures. Les gens se sont aussi rués sur l'huile végétale, les conserves, le savon et les produits de nettoyage. Les consommateurs, anxieux, ont également pris d'assaut les magasins de meubles, de literie, de télévisions, de réfrigérateurs, voire même les détaillants de lames de rasoir. Des milliers et des milliers d'Américains ont aussi visité un concessionnaire d'automobiles⁵¹. »

Fait à signaler, c'est dans ce contexte inflationniste que survient l'un des épisodes cruciaux des années Truman : la grève des travailleurs de l'acier au printemps et à l'été 1952. Afin d'obtenir de meilleures conditions salariales pour pallier au problème de la hausse du coût de la vie, les travailleurs des aciéries votent en faveur du déclenchement d'une grève le 9 avril. Or, le chef de l'Exécutif, craignant à l'instar de son ministre de la Défense Robert Lovett qu'un tel arrêt de

45. P. PIERPAOLI Jr., *op. cit.*, p. 10.

46. N. GIROD, *op. cit.*, pp. 75-76.

47. R.M. COLLINS, *op. cit.*, p. 131.

48. A. HAMBY, *op. cit.*, p. 549. Durant le seul premier mois de l'épisode coréen, incidemment, le prix de denrées de base comme le sucre et le café grimpe respectivement de 5 et 9 %, alors que l'augmentation du prix de l'étain et du caoutchouc est alors de l'ordre de 26 et 27 %. Des fonctionnaires, quant à eux, rapportent à la fin septembre 1950 que les prix de 28 denrées essentielles aux États-Unis ont déjà augmenté de 25 % depuis la fin juin, J. WILTZ, *op. cit.*, pp. 119-120.

49. « Korean War. What US Reaps », *us News & World Report*, 7 août 1953, p. 15.

50. P. PIERPAOLI Jr., *op. cit.*, p. 10.

51. J. WILTZ, *op. cit.*, p. 115 ; N. GIROD, *op. cit.*, pp. 82, 84.

travail ne vienne miner l'effort de guerre sur le théâtre coréen⁵², décide de prévenir le danger le 8 avril en saisissant les aciéries de la nation, un geste que l'historien David McCullough qualifie de l'un des plus controversés de sa présidence⁵³. Cette confrontation de 1952, sur laquelle la Cour suprême des États-Unis devra statuer⁵⁴, ne saurait donc être pleinement comprise sans cette toile de fond qu'est la guerre de Corée.

Par ailleurs, notons que certaines mesures à caractère économique, inhérentes au contexte du conflit coréen, ont pour effet d'accroître les pouvoirs présidentiels. C'est le cas du « Defense Production Act » de septembre 1950, une loi complexe attribuant au chef de la Maison-Blanche les pouvoirs « d'imposer le rationnement et les restrictions de crédit, d'établir des plans de répartition des ressources, d'accorder des prêts de production, de définir les priorités nationales, et de contrôler les prix et les salaires⁵⁵ ». Comme quoi la « guerre oubliée » fait beaucoup pour stimuler la « présidence impériale⁵⁶ »...

Mais la guerre de Corée génère aussi moult effets bénéfiques au plan économique. Par exemple, plusieurs grandes entreprises américaines, dont certaines profitent de l'obtention de contrats gouvernementaux, enregistrent alors des gains exceptionnels comme en témoignent les propos de Wiltz : « Malgré une hausse de taxes, les profits de 500 importantes sociétés, durant le seul troisième trimestre de 1950, ont augmenté en moyenne de 50 % par rapport à la même période en 1949. Parmi les entreprises qui ont connu les croissances les plus marquées, on compte les aciéries. Quand les chiffres pour l'année 1950 ont été comptabilisés, ils révélèrent que la United States Steel avait enregistré ses plus gros profits depuis 1917, et que Bethlehem Steel, quant à elle, avait connu l'année la plus profitable de son histoire⁵⁷. » En outre, les années 1950-53, en règle générale, sont synonymes de hausse marquée du marché boursier et de diminution significative du taux de chômage, ce dernier n'atteignant même pas la barre du 2 % au printemps 1951⁵⁸. Fait digne de mention, les agriculteurs, confrontés si souvent jusqu'alors à des conjonctures défavorables, bénéficient

52. W. PEMBERTON, *op. cit.*, p. 157 ; D. McCULLOUGH, *op. cit.*, pp. 896-898.

53. D. McCULLOUGH, *op. cit.*, p. 896.

54. Par six voix contre trois, la Cour suprême invalide le geste du président Truman le 2 juin 1952. La grève des travailleurs de l'acier se poursuivra encore pendant 53 jours sans nuire sérieusement à l'effort de guerre américain en Corée, W. PEMBERTON, *op. cit.*, p. 158.

55. J. WILTZ, *op. cit.*, p. 118. Incidemment, le Congrès renouvelle cette mesure à la fin juin 1952, prolongeant ainsi de 10 mois la durée d'existence du « Defense Production Act », N. GIROD, *op. cit.*, pp. 11, 128.

56. De dire l'historien Jean-Michel Lacroix à cet égard : « La présidence Truman a bien marqué ce que Arthur Schlesinger a qualifié de 'présidence impériale'. C'est en effet sous Truman que l'exécutif se dote d'instruments hégémoniques. Désormais, le [P]résident peut gouverner seul en s'entourant d'aide et en se dotant d'un ensemble bureaucratique qui double littéralement le gouvernement », Jean-Michel LACROIX, *Histoire des États-Unis*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996, pp. 396-397.

57. J. WILTZ, *op. cit.*, p. 120.

58. *Ibid.*, p. 121 ; N. GIROD, *op. cit.*, p. 85. D'expliquer Wiltz au sujet de ce faible taux de chômage : « La demande pour des ouvriers qualifiés, particulièrement en ce qui concerne les...machinistes et les travailleurs de l'aviation, a rapidement dépassé l'offre », J. WILTZ, *op. cit.*, p. 121.

aussi dans une certaine mesure de ce climat général de prospérité, leur revenu net de 1951 surpassant de 18 % celui de l'année précédente⁵⁹. Surtout, le PNB, l'indicateur par excellence de la croissance économique, connaît une progression assez remarquable dans la foulée de l'épisode coréen. Celui-ci, en fait, croît de 10,9 % pour l'année fiscale 1950, ce qui n'est pas peu dire si l'on considère qu'il avait affiché une baisse de 0,5 % l'année précédente⁶⁰. Pour l'année fiscale 1952, incidemment, la croissance de ce même PNB s'établit à 5,5 %⁶¹.

Tout bien considéré, il ne fait aucun doute que l'économie américaine, dans son ensemble, paraît en meilleure posture en 1953 qu'elle ne l'était en juin 1950, soit au moment du déclenchement du conflit⁶². Certes, l'inflation, en dépit d'une certaine indexation des salaires des travailleurs en ces années⁶³, demeure une préoccupation constante pour bon nombre d'américains⁶⁴. Cependant, les diverses mesures de Truman pour juguler ce fléau – tel le gel des prix et salaires qu'il décrète à la fin janvier 1951 – ne tardent pas à rapporter des dividendes : l'indice des prix à la consommation ne s'élève que de 1 % entre la fin 1951 et la fin 1952⁶⁵. « Une bonne étoile brilla sur la carrière politique de Truman, car l'inflation ne constitua pas un problème important de sa présidence⁶⁶ » ira même jusqu'à conclure un observateur attentif de cette période.

III – Les conséquences politiques

Si la guerre de Corée suscite un impact non négligeable sur la vie socio-culturelle et économique de la nation américaine, force est de reconnaître que ses incidences politiques sont absolument capitales. C'est d'ailleurs dans le domaine politique, selon nous, que les effets de l'épisode coréen sont les plus déterminants. C'est ce que nous verrons brièvement dans le cadre de cette dernière partie qui comprend deux volets, l'un portant sur la politique intérieure, l'autre sur la politique extérieure proprement dite, cette dernière étant ici définie au sens large.

A — Politique intérieure

La décision de Harry Truman d'engager les États-Unis dans la guerre de Corée à la fin juin 1950, dont il dira dans son message d'adieu de 1953 qu'elle a

59. *Ibid.*, p. 140 ; N. GIROD, *op. cit.*, p. 83.

60. Donald F. KETTL, « Economy », dans R. KIRKENDALL (dir.), *op. cit.*, p. 105.

61. *Loc. cit.* Voir aussi J. WILTZ, *op. cit.*, p. 149.

62. P. PIERPAOLI JR., *op. cit.*, p. 228.

63. *Loc. cit.*

64. G.H. GALLUP, *op. cit.*, p. 1104.

65. P. PIERPAOLI JR., *op. cit.*, p. 228 ; J. WILTZ, *op. cit.*, pp. 138-139. « L'inflation... est demeurée sous contrôle du milieu de 1951 jusqu'à la fin de la guerre de Corée, principalement parce que la production de biens destinés à la consommation tendait à suivre la croissance du revenu personnel disponible » affirme pour sa part John WILTZ, *op. cit.*, p. 150.

66. Donald K. PICKENS, « Inflation », dans R. KIRKENDALL (dir.), *op. cit.*, p. 174.

été la plus importante de sa présidence⁶⁷, secoue la vie politique. C'est le moins qu'on puisse ici affirmer.

En alimentant l'hystérie anticommuniste sur la scène nationale, l'épisode coréen s'avère d'abord l'un des facteurs-clés dans la promulgation de la fameuse loi de sécurité interne *Internal Security Act* de septembre 1950. Mieux connue sous le nom de *McCarran Act*, cette loi, comme sa désignation l'indique, a pour objectif essentiel de renforcer la sécurité intérieure des États-Unis. Parmi ses principales dispositions figurent entre autres l'obligation d'enregistrement auprès du ministère de la Justice des organisations communistes, la mise à l'écart des communistes de toute activité reliée à la défense nationale et le droit du gouvernement d'interner tout communiste advenant une crise nationale grave. De plus, cette mesure sévère, à laquelle Truman opposera en vain son veto, comporte d'importantes clauses d'immigration. L'une d'entre elles, par exemple, précise que l'accès aux États-Unis est désormais interdit à tout étranger appartenant (ou ayant appartenu) à une organisation communiste ou fasciste. Ceci dit, il apparaît clair que le déclenchement de la guerre de Corée joue le rôle d'un catalyseur dans l'adoption de cette loi abhorrée de maints libéraux et dont les effets ne sont pas triviaux⁶⁸. En fait, l'avènement du conflit asiatique a pour effet très net d'intensifier les demandes des législateurs en faveur d'une telle mesure sur la sécurité interne comme l'atteste ce commentaire du sénateur républicain Karl Mundt (Dakota du Sud) peu de temps après le début des hostilités : « La situation actuelle est certes propice à l'approbation par le Congrès de ce [projet de loi McCarran]. Si nous demandons à nos gars de combattre et de mourir en Corée... nous devrions à tout le moins chercher à les protéger d'actes perfides de sabotage commis ici à la maison⁶⁹. » C'est en ce sens, indubitablement, qu'il faut interpréter le propos de l'historien William Tanner selon lequel l'intervention militaire en Corée... « donna l'impulsion finale à la ratification de l'*Internal Security Act* de 1950⁷⁰ ».

67. G. PATERSON, J. CLIFFORD et K.J. HAGAN, *op. cit.*, p. 475. Truman réitère ce même point de vue quelques années plus tard en cherchant cette fois à établir une comparaison avec sa décision de recourir à l'arme atomique contre le Japon en 1945 : « La bombe atomique ne fut pas une 'grande décision'. ...Ce n'était qu'une arme de plus dans l'arsenal des forces du Bien. ...La décision de mettre fin à la guerre était purement militaire. La décision concernant la Corée, par contre, impliquait une politique à l'échelle mondiale de la part du monde libre. Tout le monde libre était concerné », Harry S. TRUMAN, *Truman Speaks*, New York, Columbia University Press, 1960, p. 67.

68. Cette mesure controversée, à titre d'exemple, entraîne dès l'automne 1950 un certain nombre d'arrestations et parfois même des révocations de citoyenneté, Carol KING et Ann F. GINGER, « The McCarran Act and the Immigration Laws », *Lawyers Guild Review*, vol. XI, n° 3, été 1951, pp. 128, 141. De plus, tout laisse croire que la vie intellectuelle n'est pas épargnée par les répercussions négatives de cette loi, ne serait-ce qu'en raison des clauses d'immigration de cette dernière pouvant restreindre l'accès aux États-Unis à d'éminents chercheurs. À cet égard, il est intéressant de noter que des sommités tels Albert Einstein et Arthur Compton s'insurgent en octobre 1952 de ce qu'une telle mesure ait contribué largement à nuire aux progrès de la science américaine, « The Scientists Speak Out », *New York Times*, 13 octobre 1952, p. 20.

69. B.I. KAUFMAN, *op. cit.*, p. 51.

70. William R. TANNER, « The Passage of the Internal Security Act of 1950 », thèse de doctorat, University of Kansas, 1971, p. 432.

La guerre de Corée, de surcroît, compromet sérieusement l'adoption du programme progressiste du *Fair Deal* de Truman. S'inspirant du *New Deal* de Franklin D. Roosevelt, le *Fair Deal*, présenté officiellement au début 1949 mais dont les grandes lignes sont déjà esquissées dans un discours du Président démocrate de septembre 1945, cherche entre autres à hausser le salaire minimum, à garantir le plein emploi, à soutenir les prix agricoles et le monde de l'éducation, à améliorer les conditions de logement, à combattre la discrimination raciale et à consolider le système de sécurité sociale. Or, l'épisode coréen nuit considérablement à son entérinement par le Congrès, et ce, pour deux raisons principales. En premier lieu, Truman, en consacrant immanquablement une large part de ses énergies au dossier coréen, a moins de temps à mettre dans la promotion de son programme de réformes⁷¹. Les mesures à saveur progressiste, en somme, disparaissent vite des priorités de l'agenda avec l'éclatement de la guerre en Corée⁷². Il faudra ni plus ni moins attendre le début des années 1960, avec la venue d'une nouvelle administration démocrate, pour revoir un programme similaire. En second lieu, l'épisode coréen, à l'instar de cet événement-choc de l'année 1949 qu'est la victoire du communisme en Chine, contribue significativement à éroder le climat de « consensus bipartisan » (*bipartisanship*) prévalant jusqu'alors au Congrès entre démocrates et républicains en matière de politique étrangère⁷³, c'est-à-dire cette forme de collaboration tacite d'après-guerre qui avait notamment permis à des mesures tels le programme d'aide à la Grèce et la Turquie (doctrine Truman) et le plan Marshall de voir le jour⁷⁴. Ce déclin du *bipartisanship* n'a rien de banal puisque bon nombre de parlementaires républicains, en dénigrant systématiquement et clouant au pilori l'administration Truman pour la « perte » de la Chine et sa conduite « timorée » en Corée, en viennent aussi à voir avec suspicion et antipathie toute initiative domestique émanant des démocrates⁷⁵. Face à de telles défections parmi les rangs des législateurs du *Grand Old Party*, l'adoption du *Fair Deal* apparaît donc éminemment compromise. Le succès du programme réformiste du président Truman paraît d'autant plus menacé que les élections législatives de novembre 1950, loin d'évacuer le thème de l'engagement

71. W. PEMBERTON, *op. cit.*, p. 146.

72. En fait, l'une des rares mesures progressistes d'envergure à voir le jour à cette époque est le « National Housing Act », lequel prévoit notamment la construction de 810 000 unités de logement à l'échelle nationale. Cependant, le Congrès donne son aval à une telle mesure en juillet 1949, soit plusieurs mois avant le début de la guerre de Corée..., *loc. cit.*

73. « Our Far Eastern Frontier », *Newsweek*, 10 juillet 1950, p. 92 ; « Republican Foreign Policy », *Newsweek*, 24 juillet 1950, p. 72.

74. John Patrick DIGGINS, *The Proud Decades. America in War and Peace, 1941-1960*, New York, W.W. Norton & Company, 1989, p. 118.

75. Pour Ronald Caridi, l'érosion du « consensus bipartisan » trouve fondamentalement son origine dans la victoire-surprise de Harry Truman contre son rival républicain Thomas Dewey lors de l'élection présidentielle de 1948 : « La défaite-surprise de Dewey aux mains du négligé Truman a stimulé au sein du parti républicain la création d'un mouvement rejetant le 'consensus bipartisan', tant en politique extérieure qu'intérieure. Les instigateurs de ce mouvement de révolte pensaient que le parti au pouvoir retirerait les bénéfices d'une législation efficace, en dépit de l'appui offert par le parti d'opposition », Ronald J. CARIDI, *The Korean War and American Politics. The Republican Party as a Case Study*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1968, p. 3.

américain en Corée⁷⁶, se traduisent par des pertes non négligeables pour le parti démocrate : cinq de ses sénateurs sont défaits aux urnes, alors que 28 membres de ce même parti subissent un sort identique à la Chambre des représentants⁷⁷. De là ce commentaire de l'historien Hamby à l'effet que « le résultat [des élections législatives de 1950] met fin en quelque sorte aux espoirs d'établir une coalition libérale au Congrès qui soit réceptive au *Fair Deal*⁷⁸ ».

Comme on le devine, la guerre de Corée influence aussi grandement le résultat de l'élection présidentielle de 1952. À vrai dire, le rôle de ce conflit dans l'éviction des démocrates de la Maison-Blanche et l'avènement d'une première administration républicaine en deux décennies est évident, encore que d'autres facteurs, bien sûr, doivent être considérés pour bien saisir la victoire de Dwight Eisenhower contre son rival démocrate Adlai Stevenson⁷⁹. Pourtant, la réaction initiale du peuple américain à l'annonce de l'engagement militaire de Washington dans cette partie du globe est très largement favorable : « Le gouvernement [Truman] a reçu un appui quasi unanime pour sa décision : au début juillet [1950], 77 % des Américains, selon certains sondages, appuyaient l'intervention de leur pays en Corée du Sud. Clark Clifford, un membre du personnel de la Maison-Blanche, a d'ailleurs souligné au Président que 'l'approbation de [sa] décision est étonnamment universelle'. Plusieurs membres du parti républicain, dont des adversaires farouches de la politique asiatique de Truman tels les sénateurs William F. Knowland, Styles Bridges et Alexander Smith, ont accordé leur appui unanime au plan d'action du gouvernement démocrate. Même le sénateur Joseph McCarthy, du bout des lèvres, s'est rallié à la décision de Truman... Les libéraux anticommunistes se sont également rangés derrière le Président. L'organisation *Americans for Democratic Action* a encensé Truman... Par ailleurs, aucun des

76. A. HAMBY, *op. cit.*, p. 550 ; B. KAUFMAN, *op. cit.*, p. 98.

77. W. PEMBERTON, *op. cit.*, p. 146.

78. A. HAMBY, *op. cit.*, p. 551.

79. De dire notamment Caridi à ce sujet : « Le résultat de l'élection de 1952 s'explique par une combinaison de facteurs, la guerre de Corée n'en étant qu'un parmi tant d'autres... Parmi les autres éléments à considérer, il faut noter par exemple la grande popularité de Eisenhower en tant que héros de guerre, les accusations constantes de corruption pesant sur le gouvernement fédéral..., la crainte de voir la bureaucratie s'alourdir davantage..., la scission entre les partisans de Taft et de Eisenhower au sein du parti républicain », R. CARIDI, *op. cit.*, pp. 209-210. Pour sa part, Robert Leckie soutient que « l'impopulaire guerre de Corée joua un rôle moins important dans la défaite d'Adlai Stevenson... que l'immense popularité de son vainqueur, le général Dwight Eisenhower », R. LECKIE, *op. cit.*, p. 42. Le gouverneur du New Hampshire Sherman Adams, proche conseiller d'Eisenhower, partage ce point de vue, laissant entendre au lendemain de l'élection que « la victoire d'Eisenhower fut avant tout personnelle », « Bipartisan Government Due... Says Eisenhower's Political Chief of Staff », *Newsweek*, 17 novembre 1952, p. 26.

principaux quotidiens américains n'a signifié son désaccord à ladite intervention⁸⁰. » Incidemment, la décision de septembre 1950 du gouvernement démocrate d'autoriser le franchissement du 38^e parallèle par les troupes onusiennes afin de « libérer » la Corée du Nord, que l'historien anglais Callum MacDonald qualifie de mesure la plus désastreuse de la présidence Truman⁸¹, rallie également une nette majorité de journaux américains⁸².

L'euphorie initiale de la population fait toutefois place à l'inquiétude et à la désapprobation lorsque une armée chinoise de 400 000 hommes, dès le 27 novembre, attaque avec succès les forces onusiennes en Corée du Nord⁸³. Au dire de l'historien Gary Hess, une telle intervention, jugée jusqu'alors improbable par la CIA, constitue « l'attaque la plus brutale subie par les troupes américaines depuis celle perpétrée contre la base de Pearl Harbor neuf ans auparavant⁸⁴ ». Toujours est-il que les perspectives d'une victoire rapide des troupes américaines dans la péninsule coréenne s'estompent du même coup. Avec l'irruption massive des forces chinoises dans la mêlée à la fin de l'année 1950, en fait, débute rien de

80. R. FOOT, *op. cit.*, pp. 62-63. Parmi les rares voix discordantes, signalons les membres du parti communiste américain et le sénateur républicain de l'Ohio Robert Taft. Ce dernier reproche en particulier à Truman d'avoir dépêché des troupes américaines en Corée sans l'autorisation préalable du Congrès. Il est à noter par ailleurs que le quotidien *Chicago Tribune* ne manque pas l'occasion de stigmatiser le gouvernement Truman en juin 1950, faisant valoir que l'agression communiste en Corée « était une conséquence inévitable de la politique d'apaisement lâche (à la limite de la trahison) pratiquée vis-à-vis des Soviétiques pendant une décennie par les dirigeants démocrates de Washington », J. WILTZ, *op. cit.*, p. 114.

81. Callum A. MACDONALD, *Korea. The War before Vietnam*, New York, Free Press, 1986, p. 37. En fait, c'est le document secret NSC-81, approuvé par Truman au début septembre, qui préconisait une telle stratégie de franchissement du 38^e parallèle, laquelle était dénoncée à la même époque par des individus aussi connus que George Kennan et Paul Nitze, D. McCULLOUGH, *op. cit.*, p. 799 ; Dennis MERRILL (dir.), *Documentary History of the Truman Presidency*, vol. 18, *The Korean War. The United States' Response to North Korea's Invasion of South Korea, June 25, 1950 – November 1950, USA*, University Publications of America, 1997, p. 1. Néanmoins, des sondages de l'époque révèlent qu'environ 65 % des Américains approuvent alors la stratégie d'extirpation du communisme de la péninsule coréenne de leurs dirigeants, Walter LAFEBER, *The American Age. United States Foreign Policy at Home and Abroad since 1750*, New York, W.W. Norton & Company, 1989, p. 497.

82. R. FOOT, *op. cit.*, p. 70.

83. Incidemment, ce n'est pas la première fois que des combattants chinois prêtent main-forte aux troupes nord-coréennes durant ce conflit : l'historien Barton Bernstein révèle que les Chinois, contrairement aux idées reçues, sont déjà bien présents sur le terrain à partir de juillet 1950, Barton J. BERNSTEIN, « New Light on the Korean War », *International History Review*, vol. III, n° 2, avril 1981, p. 258.

84. Gary R. HESS, *Presidential Decisions for War. Korea, Vietnam, and the Persian Gulf*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2001, pp. 59, 54. Incidemment, cette même CIA, quelques jours à peine avant l'invasion nord-coréenne du 25 juin 1950, prétendait que le dirigeant communiste Kim Il Sung allait vraisemblablement limiter son action contre la Corée du Sud à de simples manœuvres de subversion. Concernant cette estimation erronée de l'Agence de renseignements, vite dénoncée par un magazine tel *Newsweek* (« Why Didn't We Know ? », *Newsweek*, 10 juillet 1950, p. 13, l'historien John Gaddis parle de « l'une de ses plus flagrantes erreurs de jugement », John Lewis GADDIS, *We Now Know. Rethinking Cold War History*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 75.

moins que la plus longue retraite militaire de l'histoire des États-Unis⁸⁵. Dans ces circonstances, il est aisé de comprendre pourquoi l'opinion publique aux États-Unis effectue un important virage : un sondage Gallup de janvier 1951, par exemple, fait état que 66 % des interviewés préconisent un retrait immédiat des forces armées américaines de la péninsule coréenne, et ce, comparativement à un maigre 25 % qui estiment essentiel le maintien d'une présence militaire de l'Oncle Sam là-bas⁸⁶. Un autre sondage, celui-là de février, montre que 50 % des personnes interrogées répondent par l'affirmative à la question « Croyez-vous que les États-Unis ont commis une erreur en participant à la guerre de Corée ? », alors que 39 % affirment le contraire⁸⁷. Naturellement, le congédiement, le 11 avril 1951, de l'auréolé général Douglas MacArthur, « l'architecte impérieux de la victoire des Alliés dans le Pacifique durant la Seconde Guerre mondiale et le porteur de la démocratie au Japon conquis⁸⁸ », ne contribue pas à redorer le blason de Truman et des démocrates. En fait, le renvoi de celui qui a signé quelques mois auparavant le triomphe d'Inchon, « la plus audacieuse et magistrale frappe stratégique de l'Histoire⁸⁹ », celui que le sénateur républicain Kenneth Wherry du Nebraska dépeint comme « un homme qui en savait plus sur la situation militaire, économique et psychologique de l'Orient que n'importe quel autre Américain⁹⁰ », déclenche alors un vent de furie aux États-Unis, un fort contingent de citoyens ne manquant pas de vouer le chef de la Maison-Blanche aux gémonies. Un sondage mené quelques jours plus tard révèle d'ailleurs que seulement 25 % des interviewés répondent affirmativement à la question « Est-ce que vous êtes d'accord avec le geste du président Truman de limoger le général MacArthur⁹¹ ? ». Pour le sénateur Hugh Butler du Nebraska, appartenant au *Grand Old Party*, le geste de Truman représente « l'une des principales bourdes diplomatiques de cette administration⁹² », tandis que son collègue Robert Taft (Ohio)

85. W. PEMBERTON, *op. cit.*, p. 142. Pour sa part, Walter LaFeber affirme que les derniers jours de l'année 1950 figurent parmi les pires de l'histoire américaine, W. LAFEBER, *op. cit.*, p. 499.

86. G. GALLUP, *op. cit.*, pp. 960-961.

87. *Ibid.*, p. 968. Les pourcentages ne sont guère différents une année plus tard : un sondage de mars 1952 montre que 51 % des Américains interviewés répondent positivement à la même question, comparativement à 35 % qui croient toujours en la justesse de l'intervention américaine en Corée, *ibid.*, p. 1052.

88. J. WILTZ, *op. cit.*, p. 142.

89. B. KAUFMAN, *op. cit.*, p. 82. Les mots sont de l'amiral William Halsey. Rappelons que le débarquement effectué le 15 septembre 1950 à Inchon (côte ouest de la Corée du Sud) avait permis aux forces onusiennes de prendre à revers l'essentiel des troupes nord-coréennes présentes au sud du 38^e parallèle. Le 28 septembre, la ville de Séoul fut reprise à l'envahisseur communiste.

90. Discours à l'hôtel Neil House, Columbus, Ohio, 25 septembre 1950, archives de Kenneth Wherry, boîte 18, Société historique du Nebraska, Lincoln, Nebraska.

91. G. GALLUP, *op. cit.*, p. 981. Un sondage mené quelques semaines plus tard auprès d'Américains ayant un niveau d'instruction plus élevé que la moyenne révèle cependant un appui majoritaire à Truman, *ibid.*, p. 983. Pour sa part, l'historien Burton Kaufman, qui qualifie le geste d'avril 1951 du Président démocrate de « l'un des plus courageux et importants posés par un Président des États-Unis au cours du XX^e siècle », B. KAUFMAN, *op. cit.*, p. 178, rapporte que Truman dispose alors du support de certains journaux et magazines (*Washington Post*, *New Republic*, etc.), de même que de quelques éléments républicains du Congrès, *ibid.*, p. 165.

92. Discours concernant la décision de Truman de congédier le général MacArthur, 17 avril, 1951, archives de Hugh Butler, boîte 377, Société historique du Nebraska, Lincoln, Nebraska.

du même parti tient ces propos on ne peut plus révélateurs à la fin avril : « Jusqu'à maintenant, j'ai reçu 3 500 télégrammes et 12 000 lettres provenant de partout au pays [...] 99 % de ces écrits condamnent le Président pour avoir congédié MacArthur, et environ 70 % réclament la destitution du Président... Les lettres proviennent autant de démocrates que de républicains et représentent sans l'ombre d'un doute une opinion publique agissant de son propre chef⁹³. »

Aux avanies infligées au général MacArthur s'ajoute le fait que les pourparlers de paix entrepris dès l'été 1951 pour mettre fin à cette guerre impopulaire traînent en longueur et achoppent à plus d'une occasion, notamment sur la question des prisonniers de guerre⁹⁴. Dans un tel contexte, il n'est guère surprenant que Truman perde l'élection primaire du New Hampshire de mars 1952, ce qui l'incite du même coup à ne pas briguer l'investiture du parti démocrate en vue de l'élection présidentielle à venir⁹⁵. Confiant de l'emporter, le parti républicain, dont la plateforme électorale dénonce les « usurpations de pouvoir » de Truman⁹⁶, profite d'une promesse heureuse de son porte-étendard le 24 octobre 1952 à l'occasion d'un discours à Détroit : un engagement d'Eisenhower d'aller lui-même en Corée, s'il est élu, pour tenter de dénouer l'impasse. Pour l'historien Kaufman, une telle promesse s'avère des plus habiles : « La promesse du candidat du 'Grand Old Party' de se rendre en Corée s'il était élu fut une excellente manœuvre politique, puisque cela eut pour effet de convaincre maints Américains que seuls les républicains, avec leur prestigieux porte-étendard, pouvaient mettre fin au conflit⁹⁷. » Quoi qu'il en soit, la fielleuse campagne électorale de 1952, durant laquelle le thème de la politique étrangère occupe une place de choix⁹⁸, se traduit par un

93. Lettre de Robert Taft à l'honorable Ulysses S. Schwartz, 30 avril 1951, archives de Robert Taft, boîte 968, Bibliothèque du Congrès, Washington, DC.

94. Si Truman et son secrétaire d'État Dean Acheson n'avaient pas tant insisté sur le principe du rapatriement volontaire des prisonniers de guerre, tout laisse croire que la guerre de Corée aurait pris fin au printemps ou à l'été 1952 selon l'historien Barton Bernstein, Barton J. BERNSTEIN, « The Truman Administration and the Korean War », dans Michael J. LACEY (dir.), *The Truman Presidency*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, pp. 443-444.

95. Robert D. SCHULZINGER, *American Diplomacy in the Twentieth Century*, New York, Oxford University Press, 1994, p. 230.

96. Charles A. LOFGREN, « Mr. Truman's War. A Debate and Its Aftermath », *Review of Politics*, vol. 31, n° 2, avril 1969, p. 236. Le thème des « usurpations » commises par le pouvoir exécutif (envoi de troupes en Corée sans le consentement du Congrès, saisie des aciéries, etc.) rallie particulièrement, au sein du parti républicain, les éléments conservateurs qui endossent alors sans réserve l'Amendement Bricker dont une nouvelle version est soumise en 1952, *loc. cit.* Cet amendement, présenté pour la première fois en 1951, entendait soumettre tous les accords exécutifs conclus par le Président des États-Unis en matière de politique étrangère à un strict contrôle du Congrès. Lié en partie à la croissance démesurée des pouvoirs du chef de l'Exécutif dans le domaine de la politique étrangère à l'époque de Franklin D. Roosevelt, cet amendement sera finalement défait par le Sénat en février 1954 au grand mécontentement de son principal concepteur : le sénateur John Bricker de l'Ohio.

97. B. KAUFMAN, *op. cit.*, p. 294. Voir aussi R. CARIDI, *op. cit.*, p. 234. Il est à noter que le gouverneur de l'Illinois Stevenson, le rival d'Eisenhower, fait lui aussi une telle promesse quelques jours après mais l'impact ne sera pas le même. « Un général était plus à sa place sur un champ de bataille » dit à cet égard l'historien Robert Schulzinger, R. SCHULZINGER, *op. cit.*, p. 231.

98. C. MACDONALD, *op. cit.*, pp. 154, 157.

balayage en faveur du parti républicain ; pour la première fois depuis une vingtaine d'années, cette formation contrôle à la fois le Congrès et la Maison-Blanche. Selon l'analyste politique Samuel Lubell, il ne fait aucun doute que les frustrations liées à l'expérience coréenne constituent le facteur déterminant dans l'explication du raz-de-marée républicain⁹⁹. Même son de cloche de la part de Dean Acheson, secrétaire d'État au moment de la guerre de Corée, qui déclare que ce conflit a littéralement « détruit » le gouvernement Truman¹⁰⁰.

B — Politique extérieure

Les répercussions de la guerre de Corée sur la politique étrangère des États-Unis ne sont pas moins substantielles ; l'historien Lawrence Kaplan présente d'ailleurs ladite guerre comme un jalon important dans l'évolution de l'histoire diplomatique américaine¹⁰¹.

Dans un premier temps, il convient de souligner que ce conflit, constituant « le point de départ de l'engagement de troupes sous mandat de l'ONU¹⁰² » et qui montre à quel point les États-Unis dominent déjà l'organisation internationale¹⁰³, provoque des changements internes dans la structure de la *Central Intelligence Agency* (CIA) : « L'incapacité de prévoir la guerre de Corée de manière adéquate en 1950 a incité le nouveau directeur de l'Agence, le général Walter Bedell Smith [en fonction de 1950 à 1953], à établir un *Office of National Estimates* (ONE) distinct. Ce bureau a été doté dès sa fondation d'un personnel formé d'une cinquantaine d'analystes professionnels... L'ONE a été créé dans le but de jouer un rôle de premier plan dans la production [d'évaluations de renseignements importants, connues sous le nom de *National Intelligence Estimates*]¹⁰⁴. »

Le conflit coréen stimule également un débat majeur (*Great Debate*) en 1950-51 sur la nature et les objectifs de la politique étrangère américaine. L'Asie est-elle plus importante que l'Europe dans le combat contre le communisme ? Les États-Unis sont-ils liés par trop d'engagements dans le monde¹⁰⁵ ? Telles sont quelques-unes des questions, pour ne nommer que celles-là, qui surgissent

-
99. R. CARIDI, *op. cit.*, p. 210 ; voir aussi « The Victors and their Victory », *Chicago Tribune*, 6 novembre 1952, p. 16.
100. Bruce CUMINGS, « Korean War », dans R. KIRKENDALL (dir.), *op. cit.*, pp. 200-201. Elmo Roper, un spécialiste des sondages, abonde dans le même sens. Peu avant l'élection, il affirme sans détour : « De tous les enjeux,... la Corée est clairement le meilleur atout d'Eisenhower », « The Campaign », *Time*, 3 novembre 1952, p. 11.
101. Lawrence S. KAPLAN, « The Korean War and US Foreign Relations. The Case of NATO », dans F. HELLER (dir.), *op. cit.*, p. 43.
102. P. SOUTY, *op. cit.*, p. 212.
103. T. PATERSON, J. CLIFFORD et K. HAGAN, *op. cit.*, p. 480. « Le rôle des Nations Unies en Corée était de justifier la position américaine. Lorsque la Chine est entrée en guerre, le mandat des Nations Unies a été élargi pour endiguer la Révolution chinoise et la montée de la Chine comme puissance régionale. En acceptant d'être manipulée de la sorte, l'ONU a miné ses propres efforts de maintien de la paix » souligne à cet égard Callum MacDonald, C. MACDONALD, *op. cit.*, p. 264.
104. Scott D. BRECKINRIDGE, *The CIA and the US Intelligence System*, Boulder, Westview Press, 1986, pp. 17, 30, 43-44.
105. T. PATERSON, J. CLIFFORD et K. HAGAN, *op. cit.*, p. 479.

alors. *Ce Great Debate*, qui illustre la montée d'un sentiment néo-isolationniste et qui révèle du même coup la fragilité du consensus internationaliste d'après-guerre, débute véritablement à la fin de l'année 1950 lorsque Joseph Kennedy, ex-ambassadeur en Grande-Bretagne, et l'ancien président républicain Herbert Hoover s'interrogent tour à tour publiquement sur les orientations prises par la politique étrangère de leur pays¹⁰⁶. Ainsi, le 12 décembre, devant des étudiants en droit de l'Université de Virginie, Kennedy, partisan de la construction d'une ligne de défense hémisphérique, réclame à cor et à cri le retrait de toutes les forces américaines en Europe et en Asie (y compris celles en Corée bien sûr). Quant à lui, Hoover, à l'occasion d'un discours radiophonique diffusé à l'échelle nationale, préconise quelques jours plus tard une approche « Forteresse Amérique » privilégiant le recours à la seule puissance aérienne et navale des États-Unis pour protéger leurs intérêts dans l'Atlantique et dans le Pacifique¹⁰⁷. Fait à signaler, cette allocution de Hoover, dans laquelle il concède la victoire aux communistes en Corée et invite les États-Unis à y retirer promptement leurs troupes, rallie quantité d'Américains à en croire l'historien Wiltz : « Après le discours de [l'ex-Président des États-Unis], les sénateurs de l'État de New York, Irving Ives et Herbert Lehman, ont rapporté que les lettres qu'ils recevaient exprimaient des opinions en faveur du point de vue de Hoover dans une proportion de plus de 90 %¹⁰⁸. » Le *Great Debate* se poursuit au début 1951 quand le sénateur Taft de l'Ohio, qui réclame lui aussi un retrait des États-Unis de la péninsule coréenne¹⁰⁹, s'oppose entre autres à l'envoi de troupes américaines sur le vieux continent¹¹⁰. Ce débat de politique étrangère, inquiétant le secrétaire d'État Acheson et qui a pour effet de paralyser momentanément l'action du gouvernement Truman à l'ONU¹¹¹, fait rage dans la presse et dans l'enceinte du Congrès jusqu'au début avril 1951, soit au moment où le Sénat donne finalement son accord à l'envoi

106. « World Without Friends », *Time*, 25 décembre 1950, p. 7 ; « Out of the Grave », *Time*, 1^{er} janvier 1951, p. 5.

107. Wayne S. COLE, « Isolationism », dans R. KIRKENDALL (dir.), *op. cit.*, p. 180 ; J. WILTZ, *op. cit.*, p. 131. Le journaliste Hanson Baldwin, couvrant les affaires militaires pour le compte du *New York Times*, est l'un de ceux qui craindra beaucoup l'idée « Forteresse Amérique » de Hoover : « Une politique de 'Forteresse Amérique', ou un retrait délibéré des continents européen et asiatique, servirait les plans des communistes plus que tout autre chose. Les amis et les alliés seraient exposés non seulement à une intervention militaire, mais à des assauts psychologiques et à des coups d'État », « Dissection of the 'Fortress America' Idea », *New York Times*, 17 août 1952, section 6, p. 55.

108. J. WILTZ, *op. cit.*, p. 131. Pour sa part, le sénateur républicain Hugh Butler accueille ledit discours de Hoover comme « un agréable vent de renouveau », Discours public sur la politique étrangère, 2 janvier 1951, archives de Hugh Butler, boîte 377.

109. Lettre de Robert Taft à John B. Chapple, 10 janvier 1951, archives de Robert Taft, boîte 968 ; « Military Aspects of Our Foreign Policy », 26 janvier 1951, archives de Robert Taft, boîte 618.

110. L. KAPLAN, *op. cit.*, p. 61.

111. D'élaborer Callum MacDonald à cet égard : « Nourrissant déjà une haine profonde envers les communistes chinois, Acheson vit sa capacité d'accepter ne serait-ce que des compromis tactiques pour satisfaire ses alliés sévèrement limitée. Le moindre signe de faiblesse en Asie allait probablement compliquer le déploiement de troupes en Europe... Le 5 janvier [1951], Acheson a averti l'ambassadeur britannique qu'un refus de considérer la Chine comme l'agresseur allait miner l'ONU... et... menacer la survie de l'OTAN. Une vague d'isolationnisme déferla sur le pays, remettant en question l'implication américaine en Europe », C. MACDONALD, *op. cit.*, p. 81.

de quatre divisions américaines en Europe tout en précisant que l'envoi d'unités militaires additionnelles nécessitera l'approbation expresse de « Capitol Hill¹¹² ». Ce débat houleux de 1950-51 n'en montre pas moins que le credo isolationniste compte toujours de nombreux adeptes au sein de la population et du Congrès. Concernant ce dernier, il convient de mentionner que Usher Burdick, représentant républicain du Dakota du Nord, est alors l'un de ceux qui admet que l'épisode coréen contribue largement à alimenter ses positions anti-internationalistes en politique étrangère : « Nous avons créé une entité connue sous le nom des Nations Unies afin de ramener et de maintenir la paix. Toutefois, les choses se sont déroulées de telle manière que c'est à la nation américaine qu'a incombé le gros de l'effort. Nous devons fournir tout l'argent,... nous perdons beaucoup plus de soldats que tous les autres pays alliés réunis, à l'exception de la Corée du Sud. Notre pays, s'il entend assurer sa propre sécurité, ne peut pas supporter un tel fardeau, et nous ne pouvons pas sacrifier nos meilleurs hommes par milliers, dépenser nos ressources naturelles sans compter¹¹³. »

De plus, la guerre de Corée joue un rôle prépondérant dans la dégradation des relations sino-américaines au cours des années subséquentes, dans le fait que la République populaire de Chine, qui perd environ 900 000 soldats durant ce conflit¹¹⁴, devienne vite l'adversaire le plus craint et détesté des États-Unis¹¹⁵. Le conflit coréen, en fait, intensifie d'un cran l'antagonisme entre les deux nations : « Avant la Corée, les États-Unis et la Chine communiste étaient des adversaires. Après, ils sont devenus des ennemis jurés, engagés dans une lutte à finir¹¹⁶. » La raison fondamentale en est que le gouvernement des États-Unis n'oublie pas que c'est l'intervention massive des soldats chinois à la fin novembre 1950 qui a fait une différence énorme dans l'issue du conflit ; c'est cette même irruption des troupes de Mao, à vrai dire, qui a contraint les soldats américains à une humiliante retraite, provoquant ainsi « le pire échec subi par une armée américaine depuis l'époque de la guerre civile¹¹⁷ ». Sans cette intervention chinoise, tout laisse croire que le cours de la guerre en Corée aurait été abrégé et qu'une « victoire totale » aurait été envisageable pour les États-Unis. Dans cette optique,

112. R. DIVINE, *op. cit.*, p. 40.

113. Lettre de Usher Burdick à Mme Otto Gajewski, 12 février 1951, archives de Usher Burdick, boîte 7, chemise 10, Bibliothèque Chester Fritz, Université du Dakota du Nord, Grand Forks, Dakota du Nord. Fait à noter, cette idée selon laquelle les États-Unis ne reçoivent qu'une aide parcimonieuse de la part de leurs alliés dans l'aventure coréenne est déjà évoquée dans un éditorial du *Chicago Tribune* du début juillet 1950 : « Les Britanniques envoient de l'aide navale, mais expriment ouvertement leur souhait de voir les États-Unis intervenir à leur tour si les communistes chinois s'attaquent à Hong Kong... Quelques avions australiens ont été impliqués dans le conflit. Toutefois, sur la terre ferme, les Américains sont fin seuls. Même les Sud-Coréens n'ont fait que passer dans les zones de combat », « If UN Wants it, It Can Have it », *Chicago Tribune*, 9 juillet 1950, p. 18.

114. B. CUMINGS, *op. cit.*, p. 204. Le propre fils de Mao Tsé Toung, incidemment, figure parmi les victimes chinoises de l'épisode coréen, W. COHEN, *op. cit.*, p. 74.

115. *Ibid.*, p. 78.

116. R. WHELAN, *op. cit.*, p. 373.

117. C. MACDONALD, *op. cit.*, p. 260 ; T. PATERSON, J. CLIFFORD et K. HAGAN, *op. cit.*, p. 480.

les nombreuses crises ponctuant les relations sino-américaines après l'épisode coréen, notamment celles de 1954-55 et 1958, s'expliquent aisément, tout comme la volonté du président Eisenhower d'isoler Pékin du monde occidental, de lui refuser son admission à l'ONU et de lui imposer des sanctions économiques encore plus sévères que celles prises à l'endroit de Moscou¹¹⁸. Il faudra attendre le début des années 1970, à la faveur de la fameuse politique de « détente » de Richard Nixon, pour que s'opère une normalisation des relations entre Washington et Pékin.

Si la guerre de Corée galvanise les sentiments anti-chinois aux États-Unis, force est de constater qu'elle contribue aussi à renforcer la relation particulière entretenue avec la Grande-Bretagne¹¹⁹. Pourtant, les frictions entre les deux pays, déjà perceptibles au commencement des années Truman¹²⁰, ne manquent pas entre 1950 et 1953. Qu'il suffise de mentionner que le gouvernement anglais, préoccupé davantage par l'effervescence en Iran et soucieux d'en arriver à une solution négociée rapide en Corée, tend alors à morigéner la rigidité excessive des États-Unis vis-à-vis de Pékin¹²¹. Rappelons que Londres, dès janvier 1950, a procédé à la reconnaissance diplomatique de la République populaire de Chine¹²². Les raids aériens américains de 1952 perpétrés contre des centrales hydro-électriques nord-coréennes ne sont guère mieux vus au Royaume-Uni où le mouvement pacifiste, incidemment, prend beaucoup d'ampleur¹²³. Malgré l'existence de pommes de discorde, Londres et Washington tendent à se rejoindre sur les grandes lignes de la stratégie onusienne déployée dans la péninsule coréenne¹²⁴, tant et si bien que Burton Kaufman, pour décrire les deux pays au début des années 1950, n'hésite pas à parler « d'alliés extrêmement proches¹²⁵ ». Il faut dire que le gouvernement britannique, à la même époque, assouplit considérablement sa position relativement à des dossiers comme l'embargo sur les ventes de caoutchouc à la Chine, le siège de l'ONU accordé à Formose et le traité de paix avec le Japon, et ce, à la grande satisfaction des Américains¹²⁶. Ainsi que le rappelle crûment Callum MacDonald, il pouvait difficilement en être autrement : « La Grande-Bretagne était si dépendante du soutien de Washington

118. W. STUECK, *op. cit.*, pp. 366-367.

119. R. WHELAN, *op. cit.*, p. xv ; Terry H. ANDERSON, « Great Britain », dans R. KIRKENDALL (dir.), *op. cit.*, p. 145.

120. De dire Terry Anderson à ce sujet : « Les Américains étaient en faveur de l'indépendance des peuples colonisés et de la fin des empires coloniaux, une perspective qui ne souriait guère à bien des Britanniques... La Grande-Bretagne n'était pas non plus en accord avec l'occupation du Japon et la politique visant à préserver le monopole des secrets nucléaires mise de l'avant par l'administration Truman... La question palestinienne, très complexe, était aussi une source de divergences. Tandis que le Royaume-Uni, de son côté, tentait de maîtriser une situation très délicate et d'empêcher le déclenchement d'une guerre au Moyen-Orient, les Américains, quant à eux, exigeaient la création immédiate d'un État juif », T. ANDERSON, *op. cit.*, p. 144.

121. B. KAUFMAN, *op. cit.*, pp. 135, 100 ; C. MACDONALD, *op. cit.*, p. 128.

122. C. MACDONALD, *op. cit.*, p. 43.

123. B. KAUFMAN, *op. cit.*, pp. 258, 276-277.

124. *Ibid.*, p. 100.

125. *Ibid.*, p. 188.

126. C. MACDONALD, *op. cit.*, pp. 110-111.

dans d'autres dossiers qu'elle n'a pas voulu exprimer trop fortement son désaccord avec les leaders américains au sujet de la Corée¹²⁷. »

Surtout, la guerre de Corée amène les décideurs américains à définir plus largement la notion d'endiguement (*containment*). Pratiquée ni plus ni moins par les États-Unis depuis 1946, à la suite des recommandations du chargé d'affaires à Moscou George Kennan, la politique de l'endiguement se définit essentiellement comme « l'application adroite et vigilante d'une contre-force à des points géographiques et politiques changeant constamment¹²⁸ ». Jusqu'en juin 1950, cette politique visant à enrayer l'expansion du communisme avait reçu presque exclusivement des applications en Europe occidentale. Avec le déclenchement de l'épisode coréen, la volonté d'endiguer la progression du communisme ailleurs dans le monde apparaît vraiment ; on assiste, en fait, à ce qu'un commentateur américain appelle « un endiguement pratiqué à l'échelle mondiale », c'est-à-dire « l'idée que presque chaque parcelle de territoire a un poids important, sinon décisif, dans l'équilibre du pouvoir, et que la volonté de défendre chaque pouce de terrain est un ingrédient essentiel au maintien de l'appui de nos alliés et au respect de nos ennemis¹²⁹ ». Le continent asiatique, et dans une moindre mesure l'Océanie, sont vite affectés par cet élargissement de la notion d'endiguement¹³⁰. En font notamment foi ces propos de l'historien William Stueck : « Dans la foulée de l'épisode coréen, les États-Unis ont signé des accords de défense avec le Japon, les Philippines, l'Australie, la Nouvelle-Zélande [;] ils ont aussi augmenté de façon substantielle leur aide militaire aux Français en Indochine... Les États-Unis ont également conclu des pactes de défense avec la Corée du Sud et Taïwan et sont à l'origine de la formation de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est

127. *Ibid.*, p. 262.

128. Jean HEFFER, *Les États-Unis de Truman à Bush*, Paris, Armand Colin, 1990, p. 135.

129. Seyom BROWN, « Korea and the Balance of Power », dans A. GUTTMANN (dir.), *op. cit.*, p. 255.

Burton Kaufman abonde dans le même sens : « [La guerre de Corée] a amené une 'mondialisation' de la guerre froide. Avant la Corée, le seul engagement politique et militaire hors de l'hémisphère occidental était l'OTAN, mais en 1955 les États-Unis avaient déjà environ 450 bases réparties dans 36 pays et étaient liés par des pactes politiques et militaires à environ 20 pays en dehors de l'Amérique latine... La menace communiste était désormais perçue par Washington en termes de problème mondial », B. KAUFMAN, *op. cit.*, p. 356.

130. C'est aussi le cas pour le Moyen-Orient et l'Afrique. Ainsi, dans la foulée de la guerre de Corée, l'intérêt américain pour des pays comme l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la Lybie et le Maroc s'intensifie nettement. Dans ces trois derniers pays, par exemple, les États-Unis font l'acquisition de nouvelles bases militaires Stephen E. AMBROSE, *Rise to Globalism. American Foreign Policy Since 1938*, New York, Penguin Books, 1985, p. 126 ; W. STUECK, *op. cit.*, p. 365.

[OTASE]¹³¹. » Incidemment, en dépit du fait que Taïwan et la Corée du Sud recevront par surcroît une importante aide économique de la part des États-Unis après 1953¹³², maints analystes sont d'avis que le Japon s'avère le grand gagnant du conflit coréen. L'historien Warren Cohen est l'un de ceux-là : « Les plus grands bénéficiaires de la guerre de Corée furent probablement les Japonais. Lorsque la marine américaine eut de la difficulté à déminer les ports coréens, ce qui restait de la marine impériale japonaise fut réactivée pour mener à bien cette délicate opération. La plupart des biens et services nécessaires aux troupes américaines provenaient du Japon, donnant du même coup à l'économie nipponne un coup de pouce de l'ordre de quatre milliards de dollars. De plus, c'est en septembre 1951, à San Francisco, que 48 pays, avec à leur tête les États-Unis, signèrent un traité de paix avec le Japon prévoyant la fin de l'occupation pour mai 1952¹³³. » Par ailleurs, la participation subséquente des États-Unis à la guerre du Vietnam, le conflit le plus long et controversé de l'histoire américaine, s'explique largement à la lumière de l'expérience coréenne dans la mesure où cette dernière conforte la thèse selon laquelle les avancées du communisme en Asie peuvent être contrées par une force militaire américaine « limitée¹³⁴ ». C'est en ce sens, assurément, qu'il faut interpréter l'allégation de l'historien Lawrence Kaplan à l'effet que l'engagement américain au Sud Vietnam constitue un legs de la guerre de Corée¹³⁵, ou encore celle du réputé journaliste Richard Rovere selon laquelle « sans la Corée, il n'y aurait probablement jamais eu de Vietnam¹³⁶ ». Comme on s'en doute, des parallèles évidents existent entre ces deux conflits : « Au départ, la Corée et le Vietnam étaient tous deux des conflits limités, dont l'objectif n'était pas la victoire totale. En outre, à

131. W. STUECK, *op. cit.*, p. 5. Fait digne de mention, l'engagement des États-Unis à venir en aide à certaines de ces nations ne tarde pas : « Le 26 juin [1950], au lendemain de l'attaque [de la Corée du Nord], dans un communiqué émis à midi par la Maison-Blanche, le Président avait formellement étendu la doctrine Truman à la région du Pacifique en engageant sa nation à intervenir militairement contre toute expansion du communisme en Asie. Il a annoncé une aide militaire aux Français, qui combattaient Ho Chi Minh et le Vietminh en Indochine, et au gouvernement des Philippines, où les rebelles s'agitaient encore. Truman a aussi ordonné à la Septième Flotte d'empêcher toute attaque sur Formose'.... Les États-Unis s'étaient donc, en une seule journée, impliqués dans la guerre civile en Chine, l'insurrection aux Philippines et la guerre de libération nationale ayant cours en Indochine », S. AMBROSE, *op. cit.*, p. 119. Il convient par ailleurs de noter que le traité d'août 1953 conclu entre Washington et Séoul, complété en janvier 1954 et garantissant notamment la présence d'une force de quelque 40 000 militaires américains en Corée du Sud, est toujours en vigueur aujourd'hui, Brian CATCHPOLE, *The Korean War, 1950-53*, London, Constable & Robinson, 2000, pp. 328-329.

132. C. MACDONALD, *op. cit.*, p. 260. Le gouvernement américain, par exemple, accorde une aide économique de plus de cinq milliards de dollars à la Corée du Sud au cours de la période 1953-1972, T. PATERSON, J. CLIFFORD et K. HAGAN, *op. cit.*, p. 480.

133. W. COHEN, *op. cit.*, p. 79.

134. C. BLAIR, *op. cit.*, p. ix.

135. L. KAPLAN, *op. cit.*, p. 36. Pour ce qui est de la non-participation américaine à la campagne de Dien Bien Phu en 1954, Kaufman laisse entendre que les États-Unis, qui financent alors pourtant 80 % de l'effort de guerre français en Indochine, veulent notamment éviter de se plonger dans une autre « guerre limitée » si peu de temps après la conclusion de l'épisode coréen, B. KAUFMAN, *op. cit.*, p. 349.

136. F. HELLER (dir.), *op. cit.*, p. 180.

l'occasion de ces deux guerres, les dirigeants américains avaient essentiellement les mêmes visées, bien qu'ils utilisaient une terminologie différente... En fait, le syndrome de Munich ('la conciliation entraîne plus d'agressions') propre aux années de la guerre de Corée et la théorie des dominos en vogue pendant le conflit vietnamien ('si le Vietnam tombe aux mains des communistes, le reste de l'Asie du Sud-Est tombera comme un jeu de domi-nos') sont tous deux des produits de la même mentalité de guerre froide¹³⁷. » Par ailleurs, le fait que les dirigeants américains se soient constamment opposés durant les années 1960 à une invasion du Nord Vietnam, à un franchissement du 17^e parallèle, de crainte de provoquer un élargissement du conflit, constitue sans contredit une « leçon » importante de l'épisode coréen¹³⁸. Dans la même optique, les « leçons » de l'expérience coréenne s'avèrent aussi palpables, incidemment, sur la stratégie militaire américaine déployée lors de la guerre du Golfe du début des années 1990. De dire à cet égard Gary Hess : « Les leçons tirées de la [guerre de] Corée... sont évidentes. [George] Bush a su éviter le piège des objectifs ambigus dans lequel était tombé Truman, et a formulé des objectifs à la fois clairs et limités : 'Les forces de Saddam Hussein devront quitter le Koweït. Le gouvernement légitime du Koweït sera remis en place... [et] l'Irak devra éventuellement se soumettre à toute résolution des Nations Unies jugée pertinente'¹³⁹. »

Ceci dit, il ne faut surtout pas penser que la guerre de Corée a des répercussions anodines sur la politique étrangère américaine vis-à-vis de l'Europe. Sur ce point, Lawrence Kaplan tient un propos sans équivoque : « C'est en Europe plutôt qu'en Asie... que les conséquences de la guerre de Corée se sont manifestées avec le plus d'acuité. Les changements y ont été plus marqués et les effets à long terme y ont probablement été plus importants¹⁴⁰. » À vrai dire, l'impact de l'épisode coréen revêt ici un caractère multiforme : ce conflit incite les États-Unis à dépêcher deux divisions supplémentaires en Europe, à nouer contact avec le général Francisco Franco afin d'obtenir des bases militaires en Espagne, à fournir une aide militaire à la Yougoslavie du maréchal Tito et à aller véritablement de l'avant avec le processus de réarmement de la République fédérale d'Allemagne (RFA)¹⁴¹. Concernant ce dernier point, il importe de préciser que des démarches en ce sens avaient été entreprises avant juin 1950¹⁴². Les événements de la fin juin 1950, cependant, font davantage prendre conscience aux caciques américains qu'une Allemagne divisée, à l'instar d'une Corée divisée, peut inviter à

137. B. KAUFMAN, *op. cit.*, p. 354 ; voir aussi Chang Jin PARK, « American Foreign Policy in Korea and Vietnam. Comparative Case Studies », *Review of Politics*, vol. 37, n° 1, janvier 1975, pp. 25, 32. Pour les principales différences entre les deux conflits, voir entre autres B. KAUFMAN, *op. cit.*, pp. 352-353 ; F. HELLER (dir.), *op. cit.*, pp. 169-172 et C.J. PARK, *op. cit.*, pp. 23, 28.

138. Thomas G. PATERSON, « Korean War », dans Bruce W. JENTLESON et Thomas G. PATERSON (dir.), *Encyclopedia of US Foreign Relations*, New York, Oxford University Press, 1997, vol. III, p. 33. Voir aussi C. MACDONALD, *op. cit.*, p. 263, W. STUECK, *op. cit.*, p. 362 et G. HESS, *op. cit.*, p. 113.

139. G. HESS, *op. cit.*, p. 199.

140. L. KAPLAN, *op. cit.*, p. 45.

141. S. AMBROSE, *op. cit.*, pp. 126-127 ; W. STUECK, *op. cit.*, p. 349.

142. C. DELMAS, *op. cit.*, p. 164.

l'agression¹⁴³, d'autant que la République démocratique allemande (RDA) est assez bien pourvue en effectifs militaires à cette époque : « La perspective de voir 60 000 militaires est-allemands, appuyés par 27 divisions soviétiques, faire face à 12 divisions de l'OTAN mal équipées et sans commandement central en RFA, a eu l'effet d'un électrochoc sur les stratèges américains¹⁴⁴. » Il est d'ailleurs intéressant de noter que le secrétaire d'État Acheson, partisan de la démilitarisation de la RFA avant juin 1950, fait volte-face dans ce dossier après le déclenchement de la guerre de Corée, et ce, malgré la vive opposition exprimée par l'allié français¹⁴⁵. Face à un tel processus de réarmement opéré en RFA, conjugué à celui en cours au Japon, l'Union soviétique se trouve bientôt menacée sur deux fronts¹⁴⁶.

Ce n'est pas tout : le conflit coréen a pour effet de transformer et raffermir l'OTAN. D'une part, il favorise une certaine forme d'intégration de la RFA à l'Alliance atlantique et permet l'avènement d'une structure de commandement unifié sous la direction du général Dwight Eisenhower¹⁴⁷. D'autre part, il suscite un accroissement de l'aide militaire américaine à ladite organisation et facilite l'admission, au début 1952, de deux nouveaux membres : la Grèce et la Turquie¹⁴⁸. Or, un tel raffermissement de l'OTAN est plutôt bienvenu : « Lorsque la guerre de Corée débuta, les pays de l'OTAN n'avaient que 14 divisions, mal équipées et plus ou moins coordonnées, dont seulement deux étaient américaines... Le pourcentage du PNB consacré annuellement à la défense par les 11 États membres n'atteignait même pas 5,5 %¹⁴⁹. » L'historien Kaplan, en somme, a bien raison de qualifier la guerre de Corée de point tournant dans l'histoire de l'Alliance atlantique¹⁵⁰.

En dernière analyse, cette volonté des États-Unis de prêter main-forte à l'Europe et à l'Asie dans la foulée de la guerre de Corée, ce besoin d'élargir la politique de l'endiguement rimerait à peu de choses s'ils n'étaient accompagnés d'initiatives concrètes visant à augmenter la force de frappe américaine. Or, c'est précisément là une autre répercussion, et non la moindre, du conflit : le réarmement massif du pays de l'Oncle Sam. Au dire du chercheur Robert Jervis, l'augmentation draconienne du budget de la défense aux États-Unis à partir de 1950, qui ne manque pas de faire frémir le parlementaire républicain Robert Taft¹⁵¹,

143. L. KAPLAN, *op. cit.*, p. 45.

144. *Ibid.*, p. 52.

145. B. KAUFMAN, *op. cit.*, pp. 63-65.

146. C. MACDONALD, *op. cit.*, p. 261. Décidé officiellement à l'automne 1950, le réarmement allemand devient pleinement effectif en 1954 par les accords de Paris, Denise ARTAUD, *La fin de l'innocence. Les États-Unis de Wilson à Reagan*, Paris, Armand Colin, 1985, pp. 186-187.

147. B. KAUFMAN, *op. cit.*, p. 45. Dans le cas de la RFA, il est notamment prévu que cette dernière, qui ne sera admise officiellement au sein de l'Alliance atlantique qu'en 1955, fournisse des troupes pour la défense de l'Europe « au sein d'une communauté supranationale réunie sous les auspices de l'OTAN », Lawrence S. KAPLAN, « North Atlantic Treaty Organization », dans R. KIRKENDALL (dir.), *op. cit.*, p. 260.

148. *Ibid.*

149. W. STUECK, *op. cit.*, p. 349.

150. L. KAPLAN dans R. KIRKENDALL (dir.), *op. cit.*, p. 259.

151. Lettre de Robert Taft à Carl M. Dibble, 9 juillet 1951, archives de Robert Taft, boîte 970 ; lettre de Robert Taft à J.P. Kennedy, 29 août 1951, archives de Robert Taft, boîte 968.

ne représente rien de moins que la conséquence la plus importante de la guerre de Corée¹⁵². C'est que l'épisode coréen, en contribuant à discréditer le *containment* économique¹⁵³, provoque une militarisation de l'endiguement et suscite l'émergence du « complexe militaro-industriel¹⁵⁴ », du *national security state*¹⁵⁵. Essentiellement, ces changements notables s'inscrivent dans le fait que la « guerre oubliée » permet l'adoption du fameux rapport NSC-68, « l'un des documents historiques fondamentaux de la guerre froide¹⁵⁶ ». Rédigé par Paul Nitze, responsable de la planification politique au sein du département d'État, ce mémorandum d'avril 1950 préconise un urgent réarmement (tant sur le plan conventionnel que nucléaire) des États-Unis, invoquant la menace que laisse planer une Union soviétique foncièrement expansionniste pour la paix mondiale¹⁵⁷. Remarquant que Moscou consacre à la défense une part de son PNB bien supérieure (13,8 %) à celle des États-Unis (6 % à 7 %), Nitze, qui prédit que Staline aura vraisemblablement la capacité de déclencher un « Pearl Harbor atomique » contre la nation américaine vers 1954, estime que Washington se doit d'accorder une plus grande attention à ses « objectifs de sécurité¹⁵⁸ ». NSC-68, en fait, laisse entendre que les États-Unis, compte tenu de leur immense richesse, pourraient très bien consacrer en temps de paix jusqu'à 20 % de leur PNB aux dépenses militaires¹⁵⁹. Si Truman redoute initialement les effets potentiels de ce mémorandum sur les contribuables américains, l'invasion nord-coréenne de juin 1950 fait tôt de le convaincre du bien-fondé de NSC-68, tant et si bien que ce dernier reçoit l'assentiment officiel du chef de l'Exécutif en septembre de la même année¹⁶⁰. Les implications sont lourdes : se chiffrant à quelque 13 milliards

152. Robert JERVIS, « The Impact of the Korean War on the Cold War », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 24, n° 4, décembre 1980, p. 579.

153. Robert A. POLLARD, « The National Security State Reconsidered. Truman and Economic Containment, 1945-1950 », dans M. LACEY (dir.), *op. cit.*, p. 232.

154. Depuis le célèbre message d'adieu d'Eisenhower de janvier 1961, ce terme réfère *grosso modo* « aux liens étroits existant entre les militaires et les membres de l'industrie de l'armement, notamment en matière de coopération pour augmenter le budget de la défense », Thomas L. PURVIS, *A Dictionary of American History*, Cambridge, Blackwell Publishers, 1997, p. 256. Fait digne de mention, l'avènement du complexe militaro-industriel contribue à l'accélération du mouvement migratoire vers les États du Sud et de l'Ouest, causant du même coup un déclin relatif du Nord-Est industriel, P. PIERPAOLI Jr., *op. cit.*, p. 235.

155. R. POLLARD, *op. cit.*, p. 234.

156. S. AMBROSE, *op. cit.*, p. 113.

157. Rappelons que l'URSS avait fait exploser sa première bombe atomique au cours de la seconde portion de l'année 1949, et ce, à la grande consternation du peuple américain.

158. Y.-H. NOUAILHAT, *op. cit.*, p. 180 ; C. MACDONALD, *op. cit.*, p. 23 ; J. HEFFER, *op. cit.*, pp. 146-148. Pour Robert Pollard, il apparaît clair, avec le recul, que le document d'avril 1950 amplifie nettement la nature de la menace soviétique : « En rétrospective, il est clair que NSC-68 a grandement exagéré la menace soviétique et déformé la nature du communisme soviétique. L'importance des forces terrestres soviétiques, de leurs armes atomiques... a été amplifiée, tandis que la capacité de riposte et le potentiel de mobilisation des Américains ont été largement sous-estimés », R. POLLARD, *op. cit.*, p. 232.

159. B. KAUFMAN, *op. cit.*, p. 28 ; L. KAPLAN dans F. HELLER (dir.), *op. cit.*, p. 40.

160. G. REICHARD, *op. cit.*, p. 68 ; B. KAUFMAN, *op. cit.*, p. 47 ; Norman A. GRAEBNER, « NSC-68 », dans R. KIRKENDALL (dir.), *op. cit.*, p. 262 ; S. AMBROSE, *op. cit.*, p. 115 ; J. GADDIS, *op. cit.*, p. 76.

de dollars en 1950, les dépenses militaires américaines bondissent et franchissent le cap du 50 milliards trois ans plus tard¹⁶¹. Dès lors, l'industrie de l'armement connaît un essor fulgurant. Ainsi, le bombardier B-52 ne tarde pas à apparaître, tout comme la bombe à hydrogène qui est testée avec succès en novembre 1952 ; l'armée des États-Unis dans son ensemble (terre, marine, air), quant à elle, voit ses effectifs passer *grosso modo* de 1 460 000 hommes à 3 640 000 durant l'épisode coréen¹⁶². La CIA, quant à elle, prend vraiment son envol avec l'adoption du rapport NSC-68 et, fait à signaler, les militaires américains en Corée ne profitent que modestement des sommes consenties dans le cadre de ce programme de réarmement massif¹⁶³. Par ailleurs, si le programme *New Look* du président Eisenhower durant les années 1950 paraît remettre en cause certains postulats de NSC-68¹⁶⁴, force est de constater que ce mémorandum imprègne néanmoins de façon durable la société américaine. De faire valoir MacDonald durant les années 1980 : « Malgré une diminution du budget consacré à la défense sous Eisenhower..., les États-Unis ne sont jamais revenus à l'austérité de la période antérieure à la guerre de Corée. Le pays est demeuré depuis dans un état de semi-mobilisation permanent¹⁶⁵. »

En résumé, si les origines de la guerre de Corée restent encore quelque peu nébuleuses, ses conséquences sur les États-Unis, l'un des principaux belligérants dudit conflit, sont multiples et significatives. L'épisode coréen, à vrai dire, entraîne dans son sillage des retombées non négligeables sur la vie socioculturelle et économique. C'est dans le domaine politique, toutefois, que ses effets sont certes les plus percutants et durables (promulgation de la loi sur la sécurité interne, atterroisement de l'agenda réformiste, victoire écrasante du parti républicain en

161. H. William BRANDS, *The United States in the World. A History of American Foreign Policy*, vol. II, Boston, Houghton Mifflin Company, 1994, p. 236 ; N. GIROD, *op. cit.*, p. 61. Selon l'historien Robert Divine, incidemment, l'adoption du document NSC-68 s'avère encore plus déterminante que l'approbation du programme d'aide à la Grèce et à la Turquie (doctrine Truman) en 1947 : « À plusieurs égards, NSC-68 est allé plus loin que la doctrine Truman, car il impliquait que les États-Unis deviendraient une nation militarisée, acceptant de supporter un fort contingent militaire en temps de paix. La sécurité nationale était maintenant définie en termes planétaires », R. DIVINE, *op. cit.*, pp. 29-30.

162. W. PEMBERTON, *op. cit.*, p. 159 ; T. PATERSON, J. CLIFFORD et K. HAGAN, *op. cit.*, p. 480.

163. W. PEMBERTON, *op. cit.*, p. 159 ; « How the Korean War Changed US Foreign Policy », *US News & World Report*, 30 juin 1975, p. 61. De dire les historiens Paterson, Clifford et Hagan au sujet des retombées qu'a le programme de réarmement massif sur l'Agence de renseignement créée en 1947 : « Les opérations secrètes menées par la CIA se sont intensifiées et des stratégies de guerre psychologique ont été élaborées », T. PATERSON, J. CLIFFORD et K. HAGAN, *op. cit.*, p. 480.

164. Annoncé à la nation par Eisenhower en avril 1953, ce programme du *New Look* vise notamment à réduire les dépenses militaires américaines (les effectifs de l'armée de terre en particulier), tout en maintenant un arsenal nucléaire dissuasif.

165. C. MACDONALD, *op. cit.*, p. 263. L'historien Pierpaoli partage un tel point de vue : « Même après la fin de la guerre de Corée en juillet 1953, les dépenses américaines en matière de sécurité nationale sont demeurées à des niveaux encore impensables avant juin 1950. En effet, les décisions prises en 1950 sont restées pratiquement inchangées pendant près de deux générations. Il fallut attendre 1989, alors que tombait le Mur de Berlin et que l'empire soviétique commençait à s'effriter, avant de voir les décideurs américains penser sérieusement à démanteler l'imposant arsenal conçu au départ pour freiner l'expansion de l'URSS », P. PIERPAOLI JR., *op. cit.*, p. 225.

1952, avènement d'un *Great Debate*, dégradation des rapports sino-américains, élargissement et militarisation de l'endiguement, etc.). L'historien Burton Kaufman, en définitive, n'exagère nullement quand il affirme que le conflit coréen s'avère l'un des événements décisifs de l'histoire récente des États-Unis¹⁶⁶. Voilà autant de raisons, pour ne mentionner que celles-là, qui font que la « guerre oubliée » ne doit surtout pas être oubliée...

166. B. KAUFMAN, *op. cit.*, p. 356.